

Le cabinet noir (et brun) de Bardella et de Le Pen

La petite tambouille du RN pour séduire les LR survivants



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



108^e ANNÉE - N° 5408 - mercredi 3 juillet 2024 - 1,80 €

D.O.M. 2,20 € - Suisse 2,70 FS - Belgique / Luxembourg 2 € - Grèce 2,10 € - Espagne / Port. Cont 2,10 € - Italie 2,10 € - Tunisie 6,5 DT - Maroc 25 MAD - Afrique CFA 1400 CFA - Allemagne 2,80 € - Canada 3,95 Dc - GB 2 £

A trois semaines des JO Bardella ne va quand même pas gagner le 110 mètres haine !

JUPITER A FAIT PARLER LA FOUDRE



BARRAGE DE RAISONS

FAIRE « barrage » à l'extrême droite alors que sa ravageuse vague brune a déjà déferlé à 33,15 % des suffrages n'est, à l'évidence, pas gagné d'avance. Et, bien sûr, encore moins quand il faut faire face à des divergences et à des tergiversations sur l'édification, en quelques jours à peine, du barrage en question. Or c'est exactement ce qui se passe en Macronie, ou l'on est loin de l'unanimité sur la façon d'ériger le barrage, de le bétonner, et même sur son impérieuse nécessité.

Dès l'annonce des résultats, on a eu plus que l'impression que l'architecte Macron avait pris un coup de trop sur le casque, que les chefs de chantier et les contremaîtres avaient chacun leurs plans et que les ouvriers étaient livrés à eux-mêmes. Le tout au risque, sérieux, de lézarder les fondations de l'ouvrage déjà très aléatoire censé empêcher la vague brune d'arriver jusqu'à Matignon.

Certes, Attal puis Macron ont bien tenté, à défaut de cohésion, de donner un peu plus d'apparence de cohérence à la stratégie à adopter au second tour, mais c'est très moyennement réussi. Le message sur le « barrage » a beau être martelé par l'un et par l'autre (lire p. 2), les nuances d'appréciation entre des partenaires comme Bayrou, pour le MoDem, et Philippe, pour Horizons, partisans du « ni RN ni LFI », persistent à faire désordre au moment où il n'y a pas de temps à perdre. De même que les distinctions de désistement, au cas par cas, entre mauvais et bons candidats de la Mélenchonnie. Toutes ces divergences, alors que la gauche, y compris celle, plombante, de Mélen-

chon n'a pas bargué sur la question, persistent à apparaître comme de vraies dissensions, qui nuisent gravement à la clarté de la position de la coalition présidentielle.

Attal peut bien multiplier les appels à « empêcher l'extrême droite d'obtenir les pleins pouvoirs », Macron dénoncer « toute forme de désunion » et rappeler à ses troupes qu'il a lui-même, en d'autres temps, profité du « front républicain », difficile d'en parler, malgré de nombreux désistements de raison, comme d'un vrai front commun dans une Macronie où chacun semble désormais n'en faire qu'à sa tête. Et continuer de penser pouvoir se conduire comme une majorité, alors que, depuis dimanche, même relative, ce n'est plus le cas. Du bas de ses 20,76 % des voix, elle est arithmétiquement devenue une minorité présidentielle.

Et qui plus est déçirée, ce qui vient relativiser, sinon affaiblir, les appels optimistes à un « large rassemblement, clairement démocrate et républicain, pour

le second tour », qui irait de LR aux écolos en s'arrêtant à LFI, dont aucun membre n'entrerait au gouvernement. Ce qui n'empêche pas Mélenchon de continuer de s'attribuer les 27,99 % du Nouveau Front populaire et de considérer que la droite et la Macronie sont « concassées ». Ce qui augure de grands moments en cas de grande coalition. Chronique d'une ingouvernabilité annoncée qu'on en est réduit à considérer comme la moindre des calamités, alors que le RN dénonce les désistements de la gauche comme de la Macronie, tout en répétant que la majorité absolue reste à sa portée. Mais en tentant tout de même de rallier des voix de droite pour s'en assurer.

C'est redire, s'il en était besoin, le danger de pareille éventualité. Et l'importance d'un vrai « barrage » contre l'extrême droite, qui, s'il venait à être franchi ou à céder dimanche, verrait, à tous les sens du terme, le pays vraiment mal barré.

Erik Emptaz

UNE RANCUNE ASSUMÉE



AU SOIR DU PREMIER TOUR, BARDELLA SE VEUT RASSURANT



Les grandes oreilles en pointe pour le RN

C'EST un super joujou qui attend Bardella à Matignon si le RN rafle la mise. Il y disposera des écoutes administratives et des techniques d'espionnage qui permettent de surveiller des citoyens en dehors de toute enquête judiciaire. La loi le prévoit : c'est au Premier ministre qu'il revient d'autoriser chaque interception téléphonique, chaque pose de micro, de caméra ou d'autres gadgets.

Un système est placé sous le contrôle d'une commission indépendante, la CNCTR. Mais son dernier rapport annuel souligne l'existence de nombreuses failles qui ne demandent qu'à s'élargir et qui pourraient permettre à Bardella et à ses amis de faire les quatre cents coups.

Des poulets sous-traitent ainsi à des services étrangers (bonjour, les amis russes du RN !) les missions d'espionnage qu'ils n'ont pas le droit de faire. D'autres profitent des écoutes pour pomper des infos qui n'ont rien à voir avec le motif invoqué pour justifier la surveillance. Certains de leurs collègues conservent des

données ou des enregistrements au-delà de la durée autorisée.

D'autres barbouzes s'introduisent dans des lieux privés sans avoir demandé la moindre autorisation. Ou s'arrangent, de façon plus chafouine, pour utiliser des fichiers « non centralisés et donc sans possibilité de contrôle ». Parmi les fraudeurs figurent, selon « Le Monde » (28/6), la DRSD, qui gère le renseignement militaire.

Les maladroits qui se sont fait pincer se sont à peine fait gronder par la CNCTR. Cette commission, qui craint de trop fâcher espions et contre-espions, n'a pas porté plainte faute d'avoir mis en évidence « une volonté délibérée de dissimulation ou de contournement du cadre légal ». Qu'en termes délicats...

Pour stopper ces dérives, la CNCTR avait obtenu que les infos collectées soient centralisées sous son égide d'ici à 2028. Mais ce chantier dépend avant tout du budget que Matignon voudra bien y consacrer chaque année. Et, avec le RN, c'est pas gagné... H. L.

• Dans les Bouches-du-Rhône, l'ex-majorité présidentielle disposait de 6 députés sur 16. Ce sera désormais zéro : les électeurs l'ont éliminée de toutes les circonscriptions. Encore un beau succès d'Emmanuel Macron...

• Patrick Vignal, député Renaissance sortant (et sorti) de l'Hérault, a raconté le 1^{er} juillet à la presse avoir été appelé par le président de la République, qui lui a demandé - en vain - de se maintenir en triangulaire contre le RN et LFI. Enguirlandé par l'Elysée, l'élus s'est autodéclaré le lendemain sur BFM, assurant s'être « mal exprimé ». On est prié de le croire sur parole...

• L'annonce de la défaite de Fabien Roussel a été saluée par les applaudissements de militants LFI qui étaient présents dimanche soir place de la République. Plus que jamais, l'union à gauche reste un combat...

• En Eure-et-Loir, Olivier Marleix, le président sortant du groupe

LR, est en mauvaise posture : avec 26 % des voix, il accuse 12 points de retard sur le candidat RN. A force de brandir la

menace d'une motion de censure à l'Assemblée, il pourrait bien être sanctionné par les électeurs.

LA TRAGÉDIE DE L'HOMME SEUL



• Dans les deux circonscriptions de Corse-du-Sud, le RN arrive en tête. En Haute-Corse, il talonne le candidat nationaliste dans la 1^{re} circo et se trouve en capacité de se maintenir pour une triangulaire dans la 2^e. Juste avant le scrutin, l'ex-président de région (radical de gauche) Paul Giacobbi osait ce pronostic : « Au second tour, il ne devrait y avoir ni le Nouveau Front populaire ni le RN dans aucune circonscription. Sauf accident improbable. » Bien vu !

• Avec 24,4 % des voix, le sortant et frondeur LFI Hendrik Davi arrive juste derrière le candidat du RN (25,8 %) dans la 5^e circo des Bouches-du-Rhône. Le candidat officiel du Nouveau Front populaire, l'Insoumis Allan Popelard, n'est que troisième, à 23,3 %. Il n'en a pas moins demandé à Davi de se retirer en sa faveur. Les vrais mélenchonistes, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît.

• Dans le Haut-Jura, le Rassemblement national a investi un candidat... sous curatelle renforcée. Depuis 2023, Thierry Mosca fait « l'objet d'une mesure de protection judiciaire qui l'empêche d'occuper un siège d'élus » (« Le Progrès », 28/6). Qualifié pour le second tour, il pourrait être déclaré inéligible par le Conseil constitutionnel s'il était élu dimanche prochain.

• Adoubée par Mélenchon pour faire la peau électorale à Alexis Corbière en Seine-Saint-Denis, Sabrina Ali Benali apprécie décidément les hommes à poigne. Sur son compte Facebook, elle pose tout sourire en compagnie de son époux, le député LFI sortant du Val-d'Oise Arnaud Le Gall, dans le grand escalier d'honneur de l'ambassade russe à Paris.

• Dans le Haut-Rhin, l'ancien ministre du Commerce extérieur Olivier Becht, ex-camarade de promotion de Macron à l'ENA

viré du gouvernement en janvier, a fait encore plus fort que ses petits camarades qui sont bien gardés d'afficher la bobine présidentielle sur leurs tracts. Lui a carrément inscrit : « Pas de chèques en blanc, ni à Macron ni aux extrêmes. Notre seul parti, c'est la France. » C'est surtout Olivier Becht qui, grâce à ce slogan courageux, se hisse en tête du premier tour.

• Fureur de l'ancien ministre de Hollande Frédéric Cuvillier quand il a découvert que son ex-femme était la suppléante du candidat RN dans son ancienne circo de Boulogne-sur-Mer. Il y a des divorces douloureux...

• La 1^{re} circonscription de l'Oise pourrait échapper à la famille Dassault, qui en avait fait son fief depuis trois générations. Avec 24,5 % des voix, Victor Habert-Dassault arrive deuxième, loin derrière la candidate du RN (46,2 %). « C'est pas gagné, reconnaît son oncle Laurent, mais

on va l'aider. » En distribuant des petites coupures aux électeurs, comme son arrière-grand-père Marcel et son grand-père Serge ?

• Qualifiée pour le second tour face au sortant PS Guillaume Garot, Paule Veyre de Soras, candidate RN dans la 1^{re} circonscription de Mayenne, a réfuté tout racisme et toute xénophobie lors de la soirée électorale à Laval. « Dans le Rassemblement national, nous avons des Juifs, des musulmans, des Espagnols, a-t-elle fait valoir. Moi-même, je suis catalane, mon grand-père est né à Barcelone. J'ai comme ophtalmo un juif. Et j'ai comme dentiste un musulman. » Madame tient un fichier ?

• Dans la 5^e circonscription de Meurthe-et-Moselle, un certain Louis-Joseph Pecher talonne, sous la bannière LR-RN, le sortant divers-gauche, Dominique Potier. Il continue d'arborer les couleurs de la coalition d'extrême droite alors que, le 19 juin, Ciotti lui a retiré son soutien en raison des « propos antisémites » tenus par le candidat Pecher sur X. Incapable de remettre de l'ordre dans ses troupes, Ciotti sera parfait en ministre de l'Intérieur...

M 00708 - 5408 - F - 1,80 €



Le Pen et Bardella préparent déjà la suite

LES DIRIGEANTS du RN espéraient toujours, à l'heure où « Le Canard » mettait sous presse, atteindre dimanche prochain la majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais ils voyaient avec inquiétude cette probabilité diminuer, au fur et à mesure que s'opéraient des désistements « républicains » entre la gauche et la majorité sortante. En attendant, ils comptaient sur l'épouvantail Mélenchon pour sauver un certain nombre de sièges grâce à de mauvais reports de voix entre les camps d'en face.

« On n'imagine pas le nombre de personnes convaincues que, si l'on ne vote pas bien (sic) dimanche, Mélenchon peut se retrouver Premier ministre, savourer un proche de Marine Le Pen. C'est devenu une hantise auprès de l'électorat modéré. »



La grande cheffe s'est également bien amusée en découvrant, dimanche soir, le communiqué des Rep en faveur du « ni-ni », ni RN ni Nouveau Front populaire. « C'était bien la peine de faire tout ce cirque quand Eric [Ciotti] a annoncé qu'il se joignait à nous, a-t-elle pouffé, si deux semaines plus tard c'est pour ne plus oser appeler à voter contre nous. »

Il ne regrette rien

Sans regrets apparents, et toujours plein d'espoir, Macron tient prête sa réponse à « toutes les bonnes âmes qui [lui] avaient dit de ne pas dissoudre ». « Les Français ont décidé de crever l'abcès, explique-t-il en privé. Ils sont allés voter. On ne pouvait pas laisser tout ça sous le couvercle. »

« Je crois à une correction au second tour, poursuit-il. En 2022, on nous avait annoncé une majorité absolue et on a eu une majorité relative. Cette fois, ce sera peut-être l'inverse. »

Ou peut-être pas...

L'hypothèse Glucksmann

Tout au long de la journée, lundi 1^{er} juillet, Macron a martelé le message qu'il avait distillé la veille, après l'annonce des résultats : « Il faut faire barrage au RN » et « chercher à bâtir une large coalition gouvernementale de républicains, mais sans LFI. Là-dessus aussi, il faut être très clair. »

Mais l'entourage présidentiel semble si paumé qu'il en était mardi à évoquer l'hypothèse d'un Raphaël Glucksmann à Matignon, avec des ministres



issus du PS et du PC, des Ecologistes et de la majorité sortante, mais aussi de LR. Pour conduire ce bel attelage, deux autres noms circulaient dans les couloirs de l'Elysée : ceux de Michel Barnier et de Bernard Cazeneuve.

Et pourquoi pas rappeler Jean Castex ?

La fronde des ministres de droite

Les consignes de désistement en faveur du Nouveau Front populaire n'enthousiasment pas vraiment les ministres. Une vive discussion a eu lieu lors d'une réunion de crise, lundi 1^{er} juillet à l'Elysée, qui a fait apparaître un net clivage entre les ministres issus de la droite et les autres.

« On ne peut défendre Glucksmann le dimanche et embrasser Mélenchon le lundi », a lancé Christophe Béchu, un proche

Quoi qu'il en soit, Le Pen, Bardella et les autres préparent déjà la suite. Après le ralliement de Ciotti, ils comptent sur celui de François-Xavier Bellamy, qui a déjà envoyé plusieurs signaux avant le premier tour. Pour faciliter le passage à l'acte, « Bardella proposera quelque chose à Bellamy », indique un proche des deux hommes. Ce « quelque chose » étant évidemment un ministère, comme celui de l'Education ou de l'Enseignement supérieur, pour lequel le philosophe versaillais se sent taillé. Mais les stratèges du RN ne s'en tiennent pas là. Pour séduire le groupe LR du Sénat, qui jouera un rôle essentiel en cas de cohabitation, ils ont fait savoir qu'ils étaient disposés à reprendre le texte de la Haute Assemblée sur l'immigration, bien que celui-ci ait subi en janvier dernier les foudres du



Conseil constitutionnel. Comme ils sont encore bien élevés, ils testeraient dans un premier temps le Conseil sur un nouveau projet de loi. Mais, en cas de censure, ils prendraient l'opinion à témoin sur cet insupportable « gouvernement des juges » qui empêche de légiférer au carré.

Mais, tout ça, c'est au cas où ils auraient une vraie majorité à l'Assemblée nationale...

d'Edouard Philippe. « On ne combat pas le RN avec les idées de LFI », a embrayé Bruno Le Maire. « Je me suis désistée en faveur d'un candidat écolo, a témoigné Marie Guévenoux, je ne l'aurais jamais fait face à LFI ». « Plus on appelle au désistement en faveur de LFI, plus on fait monter le RN », a appuyé Catherine Vautrin.

Avant que Gabriel Attal ramène tout le monde à des considérations plus terre à terre : « Sans accords de désistement, nous reviendrons à 60. Grâce aux désistements, nous pouvons être entre 120 et 150. »

Voilà qui vaut bien toutes les considérations morales...

Insoumis et infréquentables

Les stratèges macronistes ont tout de même mis sur leur liste noire quelques candidats LFI devant lesquels leurs candidats ne devaient pas se désister. Ce sont pour la plupart des députés sortants qui se sont fait remarquer par leur comportement douteux à l'Assemblée : Thomas Portes, David Guiraud, Louis Boyard, Ugo Bernalicis, Rachel Keke, mais aussi le fiché S et antifa Raphaël Arnault.

D'autres (Danièle Obono, Sophia Chikirou, Aymeric Caron...) ont été élus dès le premier tour. C'est en revanche Macron lui-même qui a appelé dès dimanche soir la candidate Albane Branlant pour lui demander de se retirer en faveur de François Ruffin.

De leur côté, Olivier Faure et Stéphane Séjourné ont dû insister auprès de François Bayrou pour qu'il retire sa candidature Florence Lasserre, sur la côte basque, face à la socialiste Colette Capdevielle.

Si même Bayrou fait de la résistance sur ses terres...

L'invité surprise

Lors d'une réunion à Matignon pour cadrer les « éléments de langage », dimanche 30 juin vers 19h30, Attal demanda qui veut prendre la parole avant que les ministres s'égaient en direction des plateaux de télévision.

Soudain, une voix résonne, en liaison audio : « Oui. Qu'est-ce qu'il faut que je dise ? » C'est Jean-Marc Dumontet, propriétaire de théâtres parisiens et grand pote de Macron. « Mais qu'est-ce qu'il fait là ? » s'étrangle Attal. L'un de

pour lui proposer de bâtir une majorité en granit avec des députés LR très recommandables. Je lui en apportais 31. Il m'a dit oui, et il a fait tout le contraire en nommant Borne à Matignon. »

Qu'importe, pour l'encore ministre de l'Economie : « Mon sujet n'est plus le président de la République. Nous



ses conseillers avoue, un peu penaud : « Quelqu'un l'a programmé sur RTL. »

Matignon s'occupe maintenant du casting des « Grosses Têtes » ?

L'OPA de Mélenchon

Le discours de Marine Tondelier, qui appelait dès 20h05 à un « nouveau front républicain », avait été calé non seulement avec les écolos, mais aussi avec les partenaires du Nouveau Front populaire (NFP). Cependant, aucune chaîne de télévision n'a diffusé son intervention.

En revanche, sur le coup de 20h15, toutes ont retransmis en direct le long laïus de Mélenchon annonçant que les candidats de

Victimes du racisme: les ministres aussi

GRAND MOMENT d'émotion lors de la réunion du gouvernement, lundi midi à l'Elysée, quand la ministre déléguée aux Personnes handicapées, Fadila Khattabi, en pleurs, prend la parole. « Vu mes origines, dit-elle, j'ai peur de la parole raciste. Mon fils, symbole de réussite républicaine, enfant de l'immigration qui est devenu pharmacien, veut maintenant quitter la France, par peur de la victoire du RN. »

Autre témoignage glaçant : celui du secrétaire d'Etat à la Mer, Hervé Berville, né au Rwanda et dont les parents ont été victimes du génocide : « Je n'ai jamais vécu une campagne

pareille. On m'a traité de sale nègre, de sale Noir, de négro. »

La porte-parole du gouvernement, Prisca Thevenot, dont les parents sont tous deux mauriciens, prend à son tour la parole : « Aujourd'hui les LFI viennent chercher les Juifs, demain ce sera nous. »

Aurore Bergé raconte ensuite qu'elle a été « inondée de messages de Français juifs qui ont l'impression qu'on leur marche sur la tête en se désistant pour LFI, que l'antisémitisme passe encore au second plan ».

Finalement, c'était pas mal de faire une campagne courte...

gauche en position de se maintenir se désistèrent pour tenter d'empêcher l'élection de députés RN.

« Avec la complicité des télé, Méluce a préempté la marque NFP et son leadership, fulmine un dirigeant socialiste. Au soir des européennes, il ne voulait pas entendre parler de cette idée, il n'a participé à aucune négociation, et le voilà qui veut désormais apparaître comme le grand manitou. »

La présidentielle, c'est maintenant.

Lui et le chaos

« Mélenchon joue le RN pour avoir le chaos, car il a besoin du bordel pour espérer concourir à la présidentielle et prendre tout le monde de vitesse. » C'est ce

ne sommes qu'au début d'une grande décomposition. Notre moment est passé, celui qui vient est celui du RN. Macron, mais il n'a pas démissionnera pas, mais il avait dit aussi qu'il n'y aurait pas de dissolution. »

On sent que Le Maire a vécu un calvaire pendant ses sept années à Bercy.

Une analyse réconfortante tout de même : « Les intérêts de Le Pen et de Bardella divergent. Lui a intérêt à se normaliser et à réussir. Elle, à précipiter une élection présidentielle anticipée, qu'elle gagnera. » Et de conclure, pour les plus anciens : « Vous avez aimé Balladur-Chirac, vous adorez Bardella-Le Pen. »

Je vous demande de vous arrêter!

LE RN POURRAIT N'AVOIR QU'UNE MAJORITÉ RELATIVE



qu'a expliqué Clémentine Autain la semaine dernière à des journalistes, en marge d'un déplacement de campagne.

Et l'Insoumise au grand chef de poursuivre : « Mais il se leurre ! Jean-Luc Mélenchon a fait beaucoup d'erreurs d'analyse et de mauvais pronostics, et il perd peu à peu la main. Il pensait que, François Ruffin et moi, on ne s'entendrait jamais ! Vous avez vu ? C'est tout le contraire ! »

Il y a décidément beaucoup de fronts à gérer, au Nouveau Front populaire...

L'homme de rue

Le même Mélenchon est aux anges depuis son apparition télévisée de 20h15 le soir du premier tour. « Entre nous et le RN, il n'y a plus rien », a-t-il lancé devant ses proches.

Ses alliés de gauche, LR, Renaissance, « c'est de la



limaille, ils sont tous concassés. Il n'y a plus que deux grandes forces : le RN, qui pour l'instant domine, et LFI, la seule force qui tient face à lui ». Et d'esti-

mer plus que jamais que tout va désormais se passer dans la rue.

Un vrai « républicain », ce Mélenchon...

L'autre perdante

Pour avoir soutenu des candidats LR dissidents dans les Hauts-de-Seine contre Gabriel Attal, Stéphane Séjourné et Prisca Thevenot, notamment (tous ces candidats ont été éliminés), Valérie Pécresse a beaucoup agacé en Macronie.

« Les Hauts-de-Seine sont hystériques contre Pécresse », grince un hiérarque du département, qui ironise : « Elle avait fait 4 % à la présidentielle, ses candidats en font 8, c'est une nette remontée. »

Et notre hiérarque de pré-

dire : « Il va y avoir de l'ambiance à la région. »

Macron ne va quand même pas dissoudre le conseil régional d'Ile-de-France ?

Porté disparu

Depuis qu'il est arrivé en tête au premier tour dans la circonscription de Boulogne-Billancourt, où il s'était parachuté, Stéphane Séjourné est aux abonnés absents. Il est vrai qu'il n'est que le délégué général du parti Renaissance...

L'absence de celui qui est aussi ministre des Affaires étrangères agace au plus haut point dans son camp. « Il s'est réservé une des meilleures circonscriptions de France, et il n'assume pas sa fonction de patron du parti », grince une de ses collègues ministres.

Une jalouse, sans doute...

Une complotiste en Poitou

A Poitiers, la candidate du Rassemblement national Emmanuelle Darles s'est qualifiée au second tour avec 28,93 % des voix, moins de 5 points derrière la candidate écolo du Nouveau Front populaire.

Proche de Didier Raoult, cette antivax notoire expliquait sans ciller dans le film « Hold-Up » (2020) que les personnes vaccinées émettaient des ondes « semblables au Bluetooth ». Depuis, cette enseignante-chercheuse, maître de conférences en informatique, a aussi fait des siennes à la fac de Poitiers, en 2022.

Selon des décisions qu'a pu consulter le Palmipède, la direction de l'université lui a infligé deux sanctions disciplinaires en raison de comportements « perturbant le bon fonctionnement de l'établissement et portant atteinte à sa réputation ».

« Elle s'agace, elle s'énervé, et ça dérive », a plaidé son avocat durant l'audience disciplinaire.

Ça promet, si elle est élue à l'Assemblée nationale...

Tempête sous les képis (à glands)

Le vaste mouvement préfectoral entamé par Macron à l'occasion du Conseil des ministres du 26 juin, et qui devrait se poursuivre lors de celui du 3 juillet, agace les képis à glands. Ces grands susceptibles ont le sentiment désagréable de servir de munitions dans la bagarre qui s'annonce entre le Président et un gouvernement Bardella.

En outre, explique l'un d'eux, « ce mouvement préfectoral pourrait s'avérer humiliant pour le chef de l'Etat s'il était annulé ou largement modifié dans



les trois semaines qui suivront l'élection ». Un délai d'usage entre la nomination en Conseil des ministres et l'installation en préfecture. Si même les préfets lâchent Macron...

Laurianne Rossi, ainsi que la conseillère Nathalie Picot.

Les nouvelles ne sont guère plus glorieuses ailleurs. Les rares conseillers à se maintenir au second tour sont en ballottage défavorable, comme Etienne Loos, conseiller com' et presse de Marie Guévenoux au ministère des Outre-Mer, dans le Bas-Rhin ; Vincent Caure, conseiller spécial de Stéphane Séjourné au Quai d'Orsay, dans la 3^e circonscription des Français de l'étranger ; ou Clément Tonon, conseiller spécial de Christophe Béchu au ministère de la Transition écologique, en Dordogne. Eux qui espéraient se recaser sous les dorures du Palais-Bourbon... devront probablement aller pointer ailleurs...

minimares

● Calmos sur les mesures discriminantes, a rassuré Marine Le Pen au soir du premier tour : « Aucun Français, je dis bien aucun Français, ne perdra de droits. Au contraire, les droits seront garantis, et, dès lors que la situation le permettra, de nouveaux seront créés au bénéfice de chacun. » Tout est dans la définition de « chacun ».

● Le RN est victime de manipulations ! clame Jordan Bardella dans « Valeurs actuelles » (27/6) : « Celle du moment consiste à dire que nous renoncions à tout notre programme, rien que ça ! Je le dis clairement : nous ne renoncions à rien. » C'est bien le problème !

● A Perpignan, le maire (RN), Louis Aliot, s'en prend à Benoît Castanedo, le président du club de rugby du Foyer laïque du Haut-Vernet, engagé auprès des quartiers défavorisés – en promettant de « tordre le cou à [ce] vilain petit canard » (« L'Equipe », 28/6). Merci de laisser les palmipèdes tranquilles.

● Au lendemain du second tour, l'enjeu, ce sera l'unité ou la scission », assure « un rouge de la majorité » à « La Tribune Dimanche » (30/6). Une analyse aussi audacieuse requerrait bien l'anonymat.

● Le psychiatre Patrick Lemoine (« Le Point », 30/6) décrit le Président comme « un chercheur de sensations » et voit dans la dissolution « ce syndrome commun aux parachutistes, aux joueurs de poker ou à tous ceux qui pratiquent les sports extrêmes ». Sauf qu'il entraîne les autres dans sa chute.

● C'est sans en parler à Emmanuel Macron que Gabriel Attal a annoncé, dimanche soir, la suspension de la réforme de l'assurance-chômage (France Inter, 27/7). Y a de l'émancipation dans l'air.

● Gérald Darmanin ose tout (« Le Point », 27/6) : « La majorité est frappée de la maladie de Charcot, elle est en fin de vie », a-t-il déclaré lors d'un échange avec Gabriel Attal. Et le grand euthanasiant sévit à l'Elysée.

● De Bruno Le Maire, dans « Le Point » (27/6) : « Nous devons nous inscrire dans une volonté politique qui se résume en un seul mot : l'ordre, l'ordre, l'ordre. »

l'ordre. » Et de Philippe de Villiers, dans le « JDD » (30/6) : « Les Français réclament trois choses : de l'ordre, de l'ordre, de l'ordre. » Cités par ordre d'apparition...

● De Rachida Dati (« Le Figaro », 27/6) : « Ne jouons pas petits bras et petits calculs. » Pas son genre, en effet...

● Lu dans la profession de foi du Nouveau Front populaire (30/6) : « Le Président a dissout (sic) l'Assemblée nationale. » Prière de ne pas dissoudre le Bescherelle.

● Argument imparable d'Aurélien Rousseau, ex-dircab d'Elisabeth Borne et candidat NFP dans les Yvelines (« Marianne », 27/6) : « Je suis de gauche, j'ai été au PCF pendant quinze ans ! » Ça vaut tous les sésames.

● Du même Rousseau, avant le premier tour : « J'ai avec ma bite et mon couteau. » Qu'est-ce qui sera le plus efficace ?

● François Hollande a fini par voter à Tulle, après avoir fait les cent pas dans son bureau de vote car il avait... oublié son passeport (BFMTV, 30/6). En soutien aux sans-papiers ?

● « Les dissolutions me portent chance », se réjouissent dans « Le Point » (27/6) Jérôme Cahuzac, ex-ministre socialiste du Budget et candidat aux législatives en Lot-et-Garonne. C'était trois jours avant son élimination dès le premier tour, à l'issue duquel il est arrivé quatrième. Les yeux dans le vide...

● JoeyStarr participera le 4 juillet à une « nuit de mobilisation » contre l'extrême droite, avec plusieurs acteurs de la culture, pour que l'issue des élections législatives soit une « nuit de célébration » plutôt que d'« entrée en résistance ». Le 22 mai, le même était allé évoquer la sortie de son ouvrage « Code pénal en argot » chez... Pascal Praud, sur CNews. Le rap, c'est un coup à droite, un coup à gauche.

● Au concours « Ma binette partout », belle performance du député sortant du Calvados Christophe Blanchet (MoDem). Candidat à sa réélection, il a casé dans sa profession de foi pas moins de 117 photos de sa trogne, prises dans les 117 communes de sa circonscription. Et ça paie : en duel face au Rassemblement national, il a toutes les chances de l'emporter au second tour. En attendant, la compétition continue !

LE TONTON GÉNANT



Le troisième tour économique

DISSOLUTION de l'Assemblée et élections anticipées ou pas, chaque dernier vendredi du mois, l'Insee et Bercy rendent publiques les dernières statistiques économiques de l'Hexagone. Ce fut le cas le 28 juin, quarante-huit heures avant le premier tour des législatives, où elles ont été accueillies dans une totale indifférence par des candidats plus soucieux de multiplier les promesses que de parler de la dure réalité des chiffres.

En juin, l'inflation a encore légèrement baissé : elle atteint désormais 2,1 % sur un an. Mais ce bon résultat doit être nuancé, car les prix des produits alimentaires continuent de progresser davantage qu'espéré par les experts. Quant à la consommation des ménages, elle a connu une hausse de 1,5 % en mai. C'est mieux que celle de 0,9 % en avril, mais il n'y a pas de quoi sabler le champagne.

Les dernières statistiques sur le moral des ménages sont aussi mauvaises que celles observées durant les mois de la pandémie de Covid ! Quant aux indices établis par l'Insee sur le climat des affaires, ils demeurent tout aussi médiocres. L'économiste Marc Touati n'hésite pas à écrire, dans le dernier numéro

d'« Economie et Stratégie » (n° 818) : « Il ne faut pas se voiler la face, la France est bien en train de retomber en récession. »

Le 28 juin, toujours, sur les marchés obligataires, le taux d'emprunt à dix ans de la France a encore progressé, à 3,33 %, atteignant son plus haut niveau depuis le 8 novembre 2023. Un des effets de la dissolution, qui n'a pas été davantage comprise par les financiers que par les citoyens de base...

L'Allemagne, qui a mieux su maîtriser sa dette, paie du 2,4 %. Autant d'argent dont le futur gouvernement français ne disposera pas pour investir dans les écoles, les universités, les hôpitaux ou la transition écologique...

Médaille de bronze de l'endettement européen avec 110,7 % du PIB, derrière la Grèce (162 %) et l'Italie (137,8 %), la France détient un autre record : selon les dernières données d'Eurostat, l'organisme statistique de l'Union européenne, elle décroche la médaille d'or des prélèvements obligatoires par rapport au PIB, avec un taux de 48 %, devant la Belgique.

Un record que le futur Premier ministre aura sûrement à cœur de battre...

Bardella cherche des coriaces chez Les Horaces

Le club d'influence qui conseille discrètement Le Pen depuis des années devrait servir de vivier à un futur gouvernement RN.

P

RIS DE COURT par la dissolution de l'Assemblée, le RN se creuse les méninges pour tenter de trouver des volontaires prêts à occuper les grands postes stratégiques de l'Etat en cas d'arrivée du jeune prétendant à Matignon, le 7 juillet. Le parti d'extrême droite est à la recherche de hauts fonctionnaires totalement loyaux pour assurer le job une fois au pouvoir. Des volontaires ?

Les profils valables ne se bousculent pas. Au pire, le président du parti pourra puiser dans le vivier des Horaces, ce club d'influence informel qui conseille Le Pen depuis des années pour rendre son programme moins indigeste. Les noms de quelques « penseurs » du projet RN figurent dans plusieurs listes d'invités à des réunions sur StarLeaf, une application de vidéoconférence qu'affectionnent les lepenistes depuis 2020, que s'est procurées « Le Canard ».

Y apparaît ainsi à maintes reprises le nom de **François Durvy**, un conseiller en stratégie de 41 ans, polytechnicien et bras droit du milliardaire catholique Pierre-Edouard Stérin, évadé fiscal en Belgique et reprenneur potentiel de « Marianne ». Durvy est l'homme chez qui Marine Le Pen a préparé son débat d'entre-deux-tours en 2022 (lire aussi p. 5). Cet ancien militant du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers est si proche de la députée du Pas-de-Calais qu'il a racheté l'année dernière la bicoque de son père, Jean-Marie, à Rueil-Malmaison, pour la coquette somme de 2,5 millions d'euros (« Challenges », 21/6).

Particules alimentaires

Autre nom qui revient souvent, celui de **Renaud Labaye**, le secrétaire général du groupe RN à l'Assemblée nationale, 39 ans, ancien de Bercy, ancien assistant parlementaire de Marine Le Pen, ancien soutien de la Manif pour tous. L'homme a ramené quelques jeunes propretés surdiplômés dans l'escarcelle lepeniste.

Quelles responsabilités donner à cet autre « Horace », **Frédéric-Pierre Vos** ? A 61 ans, il est l'un des avocats du Rassemblement national, spécialisé en urbanisme, pour l'instant en bonne place



pour devenir député de l'Oise. Vêtu d'une veste autrichienne, il se trouvait le 9 juin avec François Durvy dans la *war room* de Marine Le Pen, à attendre les résultats des européennes (« Le Canard », 12/6), preuve de son importance. Ce pote de trente ans de la patronne du RN l'avait invitée en 2021 pour fêter ses 53 ans, chez lui, dans le Morbihan. C'est là que la candidate à la présidentielle avait été prise en photo jouant de la batterie avec, derrière elle, le « Journal » de Joseph Goebbels bien en vue dans la bibliothèque.

Jérôme Turot, avocat fiscaliste reconnu, qui assiste des myriades de grandes entreprises et leurs patrons, notamment le milliardaire François-Henri Pinault (le pédégé de Kering), ou encore LVMH et le groupe Casino,

pourrait aussi faire partie des recrues. Il laisse en tout cas circuler son nom comme potentiel secrétaire général ou ministre du Budget d'un gouvernement Bardella (« Libération », 25/6). Officiellement, il n'appartient plus aux Horaces depuis 2018, mais il se vante en privé de continuer à conseiller discrètement Marine Le Pen. Passé par Sciences-Po et par le Conseil d'Etat, il est major de la promo Voltaire de l'ENA, en 1980 – celle de François Hollande, de Ségolène Royal et de Dominique de Villepin, notamment. Ça pose son homme...

Autre Horace de la première heure : **Foules de la Motte de Broëns de Vauvert**. Passé par Saint-Cyr et par Sciences-Po avant de se lancer dans le conseil en intelligence économique, il pourrait être sollicité pour un haut poste

lié à la Défense. Ses travaux sont très appréciés par Marine Le Pen. Il a aussi le privilège d'être l'époux d'une certaine **Sophie Dumont**, attachée aux affaires économiques du groupe RN à l'Assemblée auprès de Renaud Labaye, avec qui elle fréquente la même paroisse à Versailles. La quinagéniaire s'est récemment fait connaître pour des propos complotistes tenus sur les réseaux sociaux, imaginant que Brigitte Macron serait de sexe masculin.

Des profils de fer

Dans les listes de l'application StarLeaf, on trouve encore **Jean-Claude Hulot**, haut fonctionnaire passé par les Mines et l'ENA, contrôleur général chez France Médias Monde. Bientôt invité à plancher sur la privatisation de l'audiovisuel public ?

Alain Lefebvre, lui, ne désespère pas de trouver un point de chute au ministère des Affaires étrangères. En 2019, le directeur de la publication de la revue « Eléments », l'un des plus vieux compagnons de route de la Nouvelle Droite, avait pondu une note à l'attention de Marine Le Pen dans laquelle il imaginait « une invasion » des Algériens en France : « Il ne faut pas laisser l'idée germer qu'ils n'auront bientôt plus qu'à se servir quand la population française aura disparu. »

Jordan Bardella embauchera-t-il au cabinet du futur ministre de l'Education **Lionel Rondouin**, diplômé de Normale sup, ancien des troupes de marine ? Il a plein d'idées sur les profs. Dans « Eléments », en 2020, il explique que « Samuel Paty n'a pas été assassiné, il s'est suicidé. A l'image de l'immense majorité des profs d'histoire de l'Education "nationale", Samuel Paty était un

rouge consentant de l'idéologie immigrationniste, de l'ouverture à l'autre et du vivre-ensemble diversitaire. Il est mort, et rien ne doit la nous surprendre ».

Christophe Bay, l'ex-directeur de campagne de Marine Le Pen en 2022, ferait-il un bon préfet de police de Paris ? Il a en tout cas un CV qui en jette : il a été décoré de l'ordre national du Mérite, a été conseiller sécurité civile de Jean-Pierre Chevènement en 2000 puis, plus tard, directeur de cabinet adjoint du ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux. Petite ombre au tableau : en 2016, il s'est fait sortir de la préfecture, après deux enquêtes de l'Inspection générale de l'administration, pour des notes de restaurant exorbitantes et des factures délirantes de matériel de maquettisme, son hobby !

Autre profil intéressant pour Bardella parmi les Horaces : le criminologue **Xavier Raufer**, ancien du mouvement d'extrême droite Occident, de Pierre Sidos, et qui a préfacé le livre préféré de Jordan Bardella, « La France Orange mécanique », de Laurent Obertone, sorti en 2013.

Reste à caser **André Rougé**, surnommé « Dédé », le Monsieur Outre-Mer de Marine Le Pen qui se targue de connaître les médias. A la création du cénacle, l'ancien chef des Horaces avait proposé à Robert Ménard, le maire de Béziers et ancien de Reporters sans frontières, de travailler avec lui sur la future offre programmatique de Marine Le Pen. « J'imagine que nous sommes d'accord sur la reprise en main des écoles de journalisme de Lille et celle de Paris, le CFJ, notamment, véritables viviers de gauchistes militants depuis près d'un demi-siècle », avait-il dit.

Une vraie déclaration de candidature... **Jérôme Canard**

Avec "Jordan", le RN veut faire entrer un recalé à Matignon

L

A BRILLANTE idée du candidat RN à Matignon de provoquer un « big bang de l'autorité » à l'école pour lutter contre la « dégradation éducative de la France » ne vient pas de nulle part. Jordan Bardella sait de quoi il parle : à l'université, il faisait partie des cancre. En trois ans à la fac, il n'a validé que sa première année de licence de géographie à la Sorbonne (Paris-IV), avec une moyenne de 10,5/20 pour le premier semestre et de 12,75 pour le second. Une note obtenue en 2014 à la session dite « de rattrapage », grâce à une option libre qu'il a choisie – en l'occurrence l'aïkido – qui lui a rapporté un 17,5/20. Aïe, aïe, aïe, le système !

Sorti à 18 ans du lycée privé catholique Saint-Jean-Baptiste-

de-La-Salle, à Saint-Denis, avec une mention « très bien » au bac ES, il rate le concours d'entrée à Sciences-Po après s'être ensablé sur un sujet consacré à la guerre d'Algérie (« Le Monde », 8/2/22). Ambitieux, il se lance, en parallèle de sa première année de géo, dans une double licence histoire et espagnol qu'il abandonne après un semestre. Car, là encore, ses notes ne sont pas folichonnes : une moyenne de 5/20, seulement, avec 3,75/20 en civilisation – pourtant sa matière favorite –, 4 en littérature, 2,5 en histoire moderne...

Les années suivantes sont à peu près du même niveau, selon le bulletin de notes du possible futur Premier ministre RN, consulté par « Le Canard ». Moyenne au semestre 4, en deu-

xième année : 5/20. Puis 2,6/20 au semestre 5, avec une majorité de zéros pointés, un 2 en géosphère, un 4 en risques et sociétés et un 5 en monde arabe. La matière le rebutait ?

La fin de sa troisième année est encore plus chaotique. Il obtient la note globale de 1,8/20 au semestre 6. Un record de médiocrité ! Au rattrapage, il ne se présente qu'à une seule épreuve sur les dix nécessaires pour valider la session : Union européenne. Pour obtenir une super note de 14/20. Pas mal, pour un futur eurodéputé inactif !

Il faut dire qu'en 2016, Bardella connaît déjà toutes les ficelles de Bruxelles. Il vient d'achever un contrat d'assis-

tant parlementaire fantôme de quatre mois et demi auprès du député FN Jean-François Jalkh. Il s'est occupé de la communication sur les réseaux sociaux de

l'alors numéro deux du mouvement lepeniste, Florian Philippot. Le 15 février 2015, Kevin Pfeffer, un proche de Bardella aujourd'hui trésorier du RN, lui a accordé un mi-temps. « J'ai regardé la réglementation du Parlement, et le point concernant la rémunération est très strict, écrivait Pfeffer à Jalkh dans un mail que s'est procuré le Palmipède. Maximum 508 euros pour un stage à plein temps dans le pays d'élection du député. Jordan étant étudiant, un emploi à mi-temps serait préférable. » Et plus lucratif : Bardella est embauché à un salaire de 1 200 euros net pour son mi-temps, soit 2,5 fois le smic d'alors. De quoi l'aider à poursuivre ses études. Mais pas le pousser à les réussir !

J. C.



La diplomatie française menacée par une extinction de voix

P

ANIQUE au Quai d'Orsay ! Entre les menaces de Jordan Bardella sur les postes sensibles confiés à des fonctionnaires binationaux et la sortie de Marine Le Pen sur le rôle purement « honorifique » qui sera dévolu au Président « chef des armées », les diplomates se sentent pris au piège de la dissolution.

Une vingtaine de décrets de nomination d'ambassadeurs étaient encore en suspens à l'heure du bouclage du « Canard ». Les postes de représentants permanents au Conseil de l'Otan ou auprès de l'Organisation des Etats américains sont passés en extrême au Conseil des ministres du 26 juin. Mais pas les autres. Le diplomate Luis Vassy, directeur de cabinet de Stéphane Séjourné, le deuxième ministre des Affaires étrangères le plus éphémère de la V^e République, espère encore être nommé à l'ONU pendant l'entre-deux-tours. Une manière pour ce Franco-Uruguayen d'échapper aux foudres bardelliennes...

D'autres ambassades majeures sont en jeu, comme celles de Tokyo ou de Madrid, mais les regards sont tournés vers les plus sensibles, telles

celles de Moscou ou de Budapest, dont les dirigeants ne sont pas franchement copains avec Macron. Le choix ne va pas être aisé puisque le Premier ministre devra apposer son contreseing sur toutes les nominations. Sans parler de la diplomatie tout court.

Ni courageux ni téméraires

« Notre ministère est encore plus exposé que Bercy, s'alarme un diplomate. Il y a des divergences majeures avec le Rassemblement national sur les dossiers Israël-Palestine et Ukraine-Russie, sur la politique des visas en Afrique... » Un collectif de 170 diplomates ayant préféré garder l'anonymat a mis en garde (« Le Monde », 23/6) contre « un affaiblissement » et « une vassalisation économique » de la France. Bel effort, mais, hormis Mohamed Bouabdallah, conseiller culturel de l'ambassade de France aux Etats-Unis, aucun émissaire n'a pris le risque de déroger au devoir de réserve de la fonction publique. Ni courageux ni téméraires, nos diplos ?

A l'opposé, jusqu'à présent, seuls deux hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay, Xavier Driencourt, ex-ambassadeur en Algérie, et Rémy Queney, secrétaire des Affaires étrangères et en position éligible dans la 3^e circonscription de l'Allier, ont fait leur « coming out » RN. D'autres finiront par se découvrir... Officiellement, le RN assure ne pas vouloir pratiquer de chasse aux sorcières. En off, un cadre aux portes du pouvoir, en l'occurrence le RN, assure ne pas vouloir pratiquer de chasse aux sorcières. En off, un cadre aux portes du pouvoir, en l'occurrence le RN, assure ne pas vouloir pratiquer de chasse aux sorcières.

L'extinction du corps des diplomates, imposée par le Président, leur facilitera la tâche. Avant cette réforme, un diplomate pouvait rester sans affectation tout en étant payé. Désormais, ceux qui ont choisi d'opter pour le corps d'administrateur de l'Etat ont l'obligation de le servir. Au troisième refus, ils seront mis en disponibilité d'office, sans salaire.

Emmanuel Macron prétendait « réarmer » la diplomatie française. Avec la dissolution, il l'a plutôt désarmée...

Odile Benyahia-Kouider et Christophe Labbé

Des hauts magistrats à la soupe

P

OUR MENER leur croisade judiciaire, Le Pen et Bardella peuvent tabler sur quelques soutiens au sein de la haute magistrature. Parmi eux, l'ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel Jean-Eric Schoettl, qui part en guerre à longueur de colonnes du « Figaro » contre les juges qui osent s'opposer à « l'Etat régalién ». Il réclame un « big bang de l'autorité », une expression que Jordan Bardella s'est empressé de reprendre à son compte le 24 juin.

Le RN peut aussi compter sur les bonnes vieilles traditions de retourne-

ment de veste. « Tous les gouvernements, y compris celui de Vichy, ont toujours trouvé au Conseil d'Etat des volontaires pour garnir leurs cabinets ministériels », rappelle, vachard, un ancien ponte de l'institution. « La résistance, ce n'est pas seulement une question d'engagement, c'est aussi une affaire de caractère », ironise un autre, qui ne se fait guère d'illusions sur l'attitude de certains de ses anciens collègues.

Même constat dans la magistrature judiciaire. « Vous allez voir : au départ, les juges et les parquets feront les dégoûtés

et refuseront de rejoindre le cabinet d'un garde des Sceaux lepeniste, mais, passé quinze jours, il y en aura toujours pour se « dévouer » sous les prétextes les plus divers », se lamente un procureur général.

Le même craint que les circulares ultra-répressives d'une Chancellerie tenue par le RN n'instaureront un climat de guerre civile dans les parquets, entre des magistrats qui traîneront les pieds pour appliquer les ordres et les serveurs zélés du nouveau pouvoir. Reste à savoir lesquels seront les plus nombreux...

H. L.

Deux recrues dans les urnes

C

ANDIDATS aux législatives ralliés à Bardella, deux hauts fonctionnaires se sont démasqués. Préfet, inspecteur général de l'administration, arborant la double étiquette Les Républicains-Rassemblement national, **Thierry Coudert** est arrivé en tête dans la 3^e circo de la Côte-d'Or. Avec 35,4 % des voix, l'ex-dircab d'Hortefeux au ministère de l'Identité nationale devance le candidat du Nouveau Front populaire, Pierre Pribetich (29,6 %). Lequel a reçu le soutien de la députée Renaissance sortante Fadila Khattabi, arrivée en 3^e position (23,8 %). Fondateur de La Diagonale, un club pour « sarkozystes de gauche » (sic), Coudert fait équipe avec Antoine Camus, porte-flingue de Marion Maréchal.

L'autre recrue de Bardella se nomme **Alexandre Allegret-Pillot**. Administrateur de l'Etat, il officie à la sous-direction de l'Industrie à Bercy. Le trentenaire est candidat, lui aussi sous l'étiquette LR-RN, dans la 5^e circo du Gard. Avec plus de 41 % des suffrages, il devance largement le candidat du Nouveau Front populaire (33 %) et celle de Renaissance (15,4 %). Cette dernière, l'ancienne députée Catherine Daufes-Roux, sans donner de consigne de vote, l'assure : « Je vais tout faire en me pinçant le nez fortement pour qu'il n'y ait pas le Rassemblement national. » Dehors, les gars de la narine ?

D. H.



Passes d'armes prévues sur l'aide à l'Ukraine

« C

E SERA SPORTIF, voire rock'n'roll. » Avant même la déroute électorale du 30 juin, plusieurs chefs militaires imaginaient ainsi une future cohabitation, qui pourrait – en principe, mais difficile d'y croire – durer jusqu'à l'élection présidentielle de 2027. A entendre ces membres de la hiérarchie des armées, dès qu'il serait question de la conjonction internationale entre Macron et « son » Premier ministre Bardella, les affrontements deviendraient féroces.

Tout sépare en effet ces deux têtes d'affiche : soutien à l'Ukraine, relations avec la Russie, projets de défense européenne, participation à l'Otan ou exécution de la loi de programmation militaire (LPM – qui a besoin d'être revue et corrigée), etc. Quelques jours avant le scrutin, lors

de conversations privées à l'état-major des armées, ces « cinq-étoiles » se déclaraient résolus, en substance, à « n'accepter aucune impasse dans la panoplie de défense ni aucun retard dans l'exécution des contrats d'armement programmés ». En clair, ces généraux et ces amiraux tiennent mordicus à consommer, de 2024 à 2030, les 413,3 milliards d'euros que leur a alloués le défunt Parlement l'an dernier en votant la LPM. Pour un peu, ces inquiets demanderaient à Macron d'entrer en résistance afin de défendre leurs acquis sociaux budgétaires face au RN...

Deux hauts fonctionnaires seraient aux premières loges de cette éventuelle cohabitation, qui n'aurait rien de courtois : le chef d'état-major des armées, Thierry Burkhard, et le coor-

donnateur du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, Pascal Mailhos. « Responsable de la Défense nationale », selon l'article 21 de la Constitution, Bardella aura la tentation de demander à ces deux grosses têtes de ne plus transmettre tous leurs rapports à l'Elysée. Dès lors, sans complications au sein de l'appareil d'Etat, Macron serait aveugle et sourd.

Cohabitation à couteau-tiré

Autre exemple de conflit, sans prétendre tous les recenser : en cas de désaccord persistant avec le Président sur certains dossiers, Bardella pourrait demander au Parlement (où le RN obtiendra ou non la majorité absolue le 7 juillet) de trancher entre la position du gouvernement et celle de Macron. Ce serait notamment le

cas pour l'envoi de conseillers et d'instructeurs français auprès de l'armée ukrainienne, comme pour certaines exportations d'armes, voire pour tout engagement de troupes à l'étranger.

Quant aux avions Mirage 2000-5 destinés à Kiev, Bardella pourrait en accepter la livraison, à condition qu'ils ne soient pas dotés de missiles leur permettant d'intervenir en Russie mais seulement armés pour faire la police du ciel ukrainien.

C'est, enfin, lors des Conseils de défense, réunis à la seule initiative de l'Elysée, que pourraient naître les conflits les plus sévères. En effet, toute décision stratégique doit être signée à la fois par le Président et par le Premier ministre, sous peine de rester lettre morte.

Claude Angeli



Vote RN: les maires l'ont amer...

“Le Canard” a interrogé plus de 30 édiles de petites ou moyennes villes sur les motivations exprimées par les électeurs lepénistes : c’est la soupe à la grimace.

« **N**OTRE DÉPUTÉ, jusqu’à la dissolution, c’était Damien Abad (divers-droite, ancien ministre de Macron), un bon ratisseur d’électorat. Jeudi, il est passé au marché, puis il est allé au café pour essayer de convaincre des partisans RN. Au retour, il m’a dit : “Je n’y arrive plus.” » C’est Gaël Allain, le maire (sans étiquette, tendance écolo) de Tenay (Ain), 1 050 habitants, qui raconte la scène.

Dimanche 30 juin, Abad – par ailleurs mis en examen pour tentative de viol – a été éliminé dès le premier tour, le candidat RN ayant ramassé près de 40 % des voix. A Tenay, le vote RN ne s’explique ni par l’insécurité, marginale selon Allain, ni par une forte immigration. Pourtant, on ne cesse de lui en parler. Et il se désole : « On vit à l’heure de CNews et des réseaux sociaux. » Lesquels projettent des tableaux terrifiants sur les écrans des tranquilles habitants du coin.

“Avec tout ce qu’on voit...”

« Les habitants me parlent de ces sujets à travers les faits divers, qu’ils se passent chez nous ou ailleurs. C’est accentué par les chaînes info », confirme Guillaume Ruet, maire (LR) de Chevigny-Saint-Sauveur (11 000 habitants), en Côte-d’Or. Un événement a beaucoup marqué : l’expédition punitive menée par des Tchétchènes survenue dans le quartier des Grésilles, à Dijon. Mais c’était en juin 2020. Deux ans plus tard, le RN obtenait 23 % des voix aux législatives. Cette fois, il en a ramassé 36,4 %.

Même dans les « quartiers sensibles » de Pontarlier (Doubs, 18 000 âmes), « il y a plus d’incivisme que d’agressions », indique Patrick Genre, le maire (LR) de la commune, mais, avec ce que les gens voient sur les chaînes et les réseaux, ça leur fait peur ».

A Tournus (Saône-et-Loire, 5 600 habitants), une ville touristique, « les gens n’ont pas peur des étrangers », souligne Bertrand Veau, l’édile (sans étiquette). La ville accueille même quelques réfugiés depuis dix ans. Mais « réseaux



sociaux et chaînes info créent l’incivétude ». Score RN en 2022 : 16,8 %. Cette fois : 36,9 %, juste derrière la gauche.

Mais dans quel état est l’Etat ?

Le sentiment d’abandon, de déclassement, fait des ravages jusque dans ce village de l’Aveyron dont le maire réclame l’anonymat. Ici, dit-il, « c’est la crise agricole qui a été la goutte d’eau. Beaucoup d’agriculteurs votent RN pour la première fois. Le pire est qu’ils pensent qu’ils n’auront pas mieux ».

« Rien n’est fait, renchérit Dominique Dhumeaux (sans étiquette), le maire de Fercé-sur-Sarthe, 583 habitants, dans la Sarthe. On n’a pas de médecin, les urgences sont loin, écoles et commerces ferment. Notre village a été le premier à mettre en place les cahiers de doléances. Ils sont dans les tiroirs de la préfecture. »

La défaillance de l’Etat est parfois mise à toutes les sauces. « Des administrés l’ont mis en cause lorsque des gamins ont mis le feu à une école. Moi, je leur ai dit : ce ne serait pas plutôt l’éducation, les parents ? soupire Laurence Picard, maire (Renaissance) de Coulommiers (Seine-et-Marne). Mais même avec notre qualité de vie, d’emploi, de services publics, colère et sentiment de déclassement font monter le RN. » Ce dernier a gagné 15 points en

deux ans, devançant le député sortant et ministre Franck Riester. En fait, « on a plus de fâchés que de fachos », philosophe Denis Thuriot, premier magistrat (Renaissance) de Nevers (Nièvre).

L’imaginaire au pouvoir

« Un électeur m’a dit : “Avec Bardella, fini les viols !” » s’ébahit Gaël Allain, cité plus haut. La pensée magique pare le parti lepéniste de tous les attrait, en dépit, parfois, du bon sens. « Quand j’ai voulu montrer que le RN n’était pas du côté des ouvriers et des salariés, on m’a répondu : “Arrêtez, vous nous lavez le cerveau !” » Justine Guyot, première élue (PS) de Decize (Nièvre, 5 100 habitants), a beaucoup entendu, comme ses collègues, cet argument du « on ne l’a pas encore essayé ». Et, si le vote RN de rejet (des partis, des étrangers, des autres) semble dominer, le vote d’adhésion n’est pas rare. « J’ai beaucoup entendu : “Je ne vais plus aux urnes, mais, si je le refais, ce sera pour le RN” », raconte Thierry Falconnet (PS), qui dirige les 15 000 administrés de Chenôve (Côte-d’Or). Pourquoi ? « Parce qu’avec eux, disent-ils, ça va changer ! » Même sur le plan du pouvoir d’achat : « La baisse de la TVA proposée par Bardella fait mouche », témoigne Thibaut

Guignard, notable en chef (divers-droite) de Plœuc-L’Hermitage (Côtes-d’Armor, 4 000 habitants).

« Ce parti donne aux gens l’impression d’être écoutés », souligne Sylvie Najotte, maire (sans étiquette) de Montigny-lès-Vaucouleurs (Meuse, moins de 100 habitants). Mieux : « Certains pensent que Super Bardella va sauver le monde ! » conclut Denis Thuriot.

Faire bon accueil aux immigrés

« Le racisme ? Oui, il y en a. » Jean-Luc Savy, maire (sans étiquette) de Juvignac (Hérault) ne chipote pas. Dans cette cité pavillonnaire de 13 000 habitants, « des gens nous disent : “Arrêtez de faire du logement. Un HLM en plus, ça fait une voiture de plus en ville” ». Traduction : une famille arabe supplémentaire. Le thème d’une surpopulation maghrébine ou musulmane revient souvent dans les témoignages des élus. « Même quand ce n’est pas lié à la présence réelle d’immigrés », note Fabrice Fenoy, patron (sans étiquette) de la commune de Lunel-Viel (Hérault), où vivent 4 500 personnes. C’est plutôt la représentation qu’ils en ont. Exemple ? « Une administrée me dit : “Il y a trop d’immigrés.” Mais, son problème, c’est surtout que, après vingt-huit ans de carrière, elle est à 1 600 euros. L’extrême droite a réussi à transformer un problème de pouvoir d’achat en question identitaire. »

Le maire de Chenôve complète en rappelant cette apoplexie récente et typique d’un concitoyen : « Vous donnez trop d’aides, alors que, moi, personne ne m’aide.” Ces gens pensent que les étrangers ont droit à tout et eux à rien. » Et l’un de ses confrères de Rhône-Alpes évoque ces peurs d’une « submersion » mentionnée par des électeurs du RN : « Ils peuvent être d’une violence totale, demander qu’on les noie dans la Méditerranée alors que, dans la ville, ils cohabitent paisiblement. » Comment ces élus engoultis par la vague brune envisagent-ils l’avenir ? L’un d’eux, le cœur à gauche, n’hésite pas à s’interroger : « Comment va-t-on s’en sortir si les gens ne testent pas, finalement, le Rassemblement national ? » En Hongrie, cela fait quatorze ans que le « test » dure.

L. G., J.-F. J., J.-L. L. T., G. T., Y. Y. et J. C.

TENDANCE



Des antiras virent fachos

TROIS JOURS avant le premier tour des législatives, et à l’issue de leur garde à vue, huit jeunes gens ont été mis en examen pour violences volontaires en raison de la race, de l’ethnie, de la nation ou de la religion. Membres de la Jeune Garde antifasciste, ils sont soupçonnés d’avoir agressé violemment, le 27 mai dans le métro parisien, un ado de 15 ans, simplement parce que supposé juif.

Au « Canard », le parquet de Paris a précisé que les huit agresseurs étaient placés sous contrôle judiciaire depuis le 27 juin. Leur victime, elle, a bénéficié de douze jours d’incapacité de travail « en raison du retentissement psychologique » de l’agression.

Le 27 mai, en fin d’après-midi, les militants antiras assurent le service d’ordre de Rima Hassan. La candidate LFI aux européennes – elle a été élue depuis – tient une conférence sur le thème du « génocide palestinien » dans les locaux de l’université Paris-

Dauphine. Des échauffourées surviennent entre « pro-Pal » et membres de la Ligue de défense juive, qui tentent d’empêcher la tenue de la réunion – sans succès.

Bourre-pifs sur Insta

Le meeting terminé, huit jeunes adultes, le visage dissimulé sous des masques chirurgicaux, prennent le métro. Sur la ligne 2, à la station Victor-Hugo, ils investissent un adolescent identifié par eux comme « en faisant partie ». Le garçon ne porte aucun signe distinctif. Ils l’insultent, le traitent de sioniste et le frappent à plusieurs reprises. Un enregistrement de l’agression est relayé sur le compte Instagram de la Jeune Garde antira. L’une des membres du groupeuscule, arrivé à la station Charles-de-Gaulle, filme la victime pendant que les autres lui demandent de scander : « Vive la Palestine ! » Et pas vive Le Pen ?

J. C.

Soir de fête en Lepénie

MAXIME, 45 ANS, originaire de Lille, apprécie cette soirée de gala où Marine Le Pen multiplie les selfies : « On se croirait dans un concert de Sheila », se marre-t-il, en se qualifiant de « fouteur de merde ». Faut dire que son parcours politique est pour le moins déroutant : « J’ai misé jusque-là sur des tocards. En marche ! puis Reconquête !. C’est fini, j’ai trouvé une gagnante ! Dimanche, nous écraserons la Commune dans les urnes. » Dehors, le crépuscule est tombé sur Hénin-Beaumont. Un motard passe sans casque dans la rue. Un adhérent « du temps de Jean-Marie » bougonne en tirant sur sa vapoteuse : « C’est à cause de connards comme ça qu’on vote RN. » A quoi ça tient...

La salle de l’Abbaye est chauffée à blanc. Les trois circons du bassin minier ont été remportées au premier tour par le RN. Les verres de champagne et les estomacs se remplissent. Frédéric, la soixantaine, agriculteur dans le Nord, serre un drapeau tricolore dans ses mains cauleuses. Apparaissent des figures du Nouveau Front populaire sur les deux écrans géants. « Pourquoi l’extrême gauche ne nous aime pas, hein ? Regardez, je ne suis pas méchant, je veux de l’ordre ! » s’exclame Frédéric. Dans son exploitation « de haricots et de céréales », il ne voit « personne », mais il a été le témoin « oculaire » de la transformation de la société : « Vous pensez qu’on ne voit pas ce qu’il se passe ? Une femme voilée, c’est une mosquée ambulante. Je le tiens d’un curé. »

Ciotti et souliers vernis

Sur le port de Nice, Eric Ciotti a fait ripoliner en urgence la façade de sa permanence ouverte sur la Méditerranée. Depuis son pacte avec l’extrême droite, le logo du parti LR a été remplacé par ce slogan en grandes lettres bleues : « Républicains à droite ». En cette soirée électorale, le baron de la première circo niçoise aurait aimé voir sa stratégie d’alliance avec le RN adoucie dès le premier tour dans les urnes. Pour influencer le destin, l’Association des amis d’Eric Ciotti avait acheté 25 000 SMS à la société de portage SMS Factor, selon une facture de 1 080 euros datée du 18 juin sur laquelle le Volatile a pu mettre la palme. Pas assez pour éviter une

triangulaire face à la gauche et au candidat estrosiste Graig Monetti !

Devant une estrade face à la mer, Nadine et Ronny sont venus applaudir « [leur] Ciotti », qui « [leur] apporte beaucoup de bonheur ». « A cause de l’immigration », Ronny n’ose plus porter de chevalière, mais il a chaussé des souliers à paillettes. Déçus, ils s’attendaient à voir « plus de people », « élus de premier plan ». Mais les amis d’hier sont aux abonnés absents. Dans la foule, l’ancien colonel de gendarmerie Benoît Kandel, référent RN de Nice, rit jaune : « Si Ciotti ne s’était pas rallié à Marine, cette circo aurait dû être pour moi ! »

Insoumis figue, mi-raisin

Les mordus de La France insoumise n’exultent pas à 20 heures. Près du buffet, la perspective de l’arrivée prochaine du RN au pouvoir coupe l’appétit. Anne, au chômage, s’interroge sur la durée de ses indemnités. Amin, binational, prépare les concours de la haute fonction publique dans l’incertitude. De même pour un étudiant libanais venu rédiger sa thèse en droit constitutionnel en France. Il dit avoir vu le racisme s’intensifier ces dernières semaines. Son amie, keffieh rouge sur les épaules, ne pardonne pas la répression des étudiants propalestiniens à la Sorbonne comme à Sciences-Po. Des élèves qui ont participé à des soulèvements écolos s’imaginent déjà fichés S. Rémi, prof d’histoire en région parisienne, prévoit sa rentrée : « Comment pourra-t-on enseigner la montée du nationalisme et l’affaire Dreyfus une fois le RN au pouvoir ? »

A 20h45, le QG est presque vide. Deux quinquas insultent François Hollande devant la télé, le « traître » investi Nouveau Front populaire. « Il est

qualifié, ce connard », lâche la première. « T’as vraiment des gens qui sont amnésiques », renchérit la seconde. Anne se réjouit que Roussel et sa stratégie du barbecue se soient viandés. Quant à Ruffin, tous s’accordent à dire qu’« il ne faut pas jouer au prolo quand on ne l’est pas ».

Colère froide au QG du PS

Zéro militant et un buffet réduit à trois assiettes de chips au QG de campagne du PS, boulevard Saint-Martin, à Paris. Le plus remonté est Sébastien Vincini, le président du conseil départemental de la Haute-Garonne et secrétaire national du PS.

Il lâche sa « colère » avec un diagnostic sans concession : « Dans la ruralité et la périphérie, la peur gagne par projection et imagination. Les médias ont accentué cela, mais nous sommes tous coupables. » Et de tenter une analyse critique : « Il n’y a pas que la désindustrialisation, il y a l’Etat qui s’éloigne, des écoles qui ferment, plus d’hôpitaux... Les gilets jaunes comme la montée du RN viennent de là. Les gens en ont marre de payer des impôts, ils ont l’impression que ça profite à d’autres, et quand cette désespérance sociale se greffe sur un fond raciste... »

Selon lui, Macron est responsable de la situation, avec ses petites phrases méprisantes sur les « gens de rien » et la « rue qu’il faut traverser ». « Il ne faut jamais mépriser la colère de l’autre... » Puis cette autocritique finale : « Face à ce sentiment d’injustice populaire, nous avons perdu la bataille culturelle. Il ne faut pas que la gauche réponde seulement aux gens qui vont bien... »

Vaste programme en vue ! Louise Colvert

“Le Figaro” trinque à “l’union”

AH, ON SAIT VIVRE, dans le quotidien de l’union des droites... Pour la soirée électorale, le propriétaire du « Figaro » a apporté de quoi ripailler. Rudi Roussillon, le conseiller du groupe Dassault pour la presse, est arrivé dans le bureau d’Alexis Brézet, le directeur des rédactions, les bras chargés d’un magnum de Château Dassault. La droite française est morte, vive l’extrême droite !

Car, après avoir promis à la société des journalistes voilà dix jours qu’il ne donnerait pas de consigne de vote entre les deux tours, Brézet s’est fendu d’un éditorial très clair. Pour ne pas aller au front – national – tout seul, il a convoqué Nicolas Baverez,



citant Raymond Aron : « Le choix en politique n’est pas entre le bien et le mal, mais entre le préférable et le détestable. » Traduction : le moins pire est le RN.

Au « Canard », Roussillon assure « être parti avant qu’Alexis ait écrit son édit » : « Je ne l’ai pas lu sur place mais en rentrant chez moi. Et je n’ai pas encore dit à Alexis qu’il ne fallait pas donner de consigne. » « Pas encore » ? C’est beau, la liberté de la presse !

Dans son édit, Brézet liste les dangers de la gauche : « Antisémisme, islamogauchisme, haine de classe, hystérie fiscale. » Il manque juste la faim dans le monde... Entre la première édition, bouclée à 20h30, et l’avant-dernière, à 23h30, juste avant ce passage, il a ajouté la phrase suivante : « Le programme du RN est certes à bien des égards inquiétant, mais en face... » Un changement qui n’est pas un détail.

Les journalistes du « Figaro », dans la foulée, ont rédigé un texte s’inquiétant d’un « changement de ligne éditoriale ».

Vous avez dit changement ?

La razzia des racistes

LE RASSEMBLEMENT national, fondé par d’anciens collabos et un Waffen-SS, se rêve en nouveau chantre de la lutte contre l’antisémitisme. Las ! certains de ses candidats aux législatives ne l’aident pas, qui accumulent propos xénophobes et autres joyeusetés. Pas de quoi, pourtant, effaroucher l’électeur. Même les plus compromis sont arrivés en tête dans leur circonscription ou ont amélioré le score du parti par rapport aux législatives de 2022. Echantillon en vrac.

Frédéric Boccaletti, le député sortant de la 7^e circonscription du Var, a vu ses penchants révisionnistes resurgir. A quelques jours du premier tour des législatives, il a appe-

lé la police pour empêcher un militant de rappeler son passé de libraire négationniste qui rendait hommage à l’écrivain antisémite Charles Maurras (« Le Canard », 26/6). Le 30 juin, il est arrivé largement en tête des suffrages (48,3 %), avec plus du double des voix gagnées par rapport au premier tour de 2022.

L’antisémitisme, ça paie

Julie Rechagneux a « posé avec des néonazis » et « côtoyé le groupe néofasciste Bordeaux nationaliste », dissous en 2022 (StreetPress, 18/6). Candidate dans la 4^e circonscription de la Gironde, elle s’est qualifiée sans problème pour le

deuxième tour. Avec 32,3 % des voix, elle fait mieux qu’en 2022 (21,1 %), même si elle arrive derrière le Nouveau Front populaire (42,3 %).

Louis-Joseph Pecher – candidat dans la 5^e circonscription de Meurthe-et-Moselle – tweetait la formule « Juif qui parle, bouche qui ment » quelques semaines avant les élections (StreetPress, 19/6). Le RN lui a officiellement retiré son soutien le 19 juin, mais, en préfecture, il reste investi sous la bannière du parti. Il s’est qualifié pour le second tour avec 30,4 % des voix.

Le chasseur de nazis Serge Klarsfeld lui apportera-t-il son soutien pour qu’il l’emporte le 7 juillet ?

Garance Tournillon

Les Pinocchio de la police des polices

NOUS voilà rassurés : avec l’arrivée de l’extrême droite au pouvoir, la police des polices sanctionnera tout relent xénophobe et tout comportement facho chez les flics. Après la publication par « Le Canard » (26/6) de quelques exemples (il y en a d’autres, bien pires) de photomontages racistes et antisémites circulant sur une boucle WhatsApp créée par des fonctionnaires de la CRS 4, l’Inspection générale de la police nationale (IGPN) a déclenché illico une enquête. Jusqu’à présent, assurent les bœuf-carottes, « ces captures d’écran n’avaient pas été portées à [leur] connaissance » (Franceinfo, 27/6). Vraiment ?

Pourtant, le 24 juin, questionné par « Le Canard », l’IGPN avait assuré que ces photomontages nauséabonds figuraient dans l’enquête interne réalisée sur le fonctionnement de la compagnie. Et elle n’avait pas cru bon de réagir ?

Plus embêtant encore, lorsque le commandant L., ancien chef de la CRS 4, victime d’une cabale de l’extrême droite, est interrogé en garde à vue, le 28 mai dernier, par une commissaire de l’IGPN, il révèle l’existence de ladite boucle WhatsApp et les monstruosités qu’elle recèle. Ses propos sont consignés dans le procès-verbal d’interrogatoire. Mais ils ne font l’objet d’aucune vérification et ne déclenchent aucune procédure incidente. Dire que les « bœuf » sont censés veiller à la déontologie de la troupe...

Tu la boucles !

A l’issue de cette garde à vue, le procureur de la République de Meaux a renvoyé en correctionnelle le commandant L. pour des faits mineurs qu’il conteste. L’IGPN a alors remis au parquet de Meaux une enquête caviardée. Les avocats du commandant expliquent ainsi au « Canard » avoir constaté, « en présence du procureur

de la République, que la fameuse enquête de commandement, dont [leur] client n’a jamais pu prendre connaissance, n’a été que partiellement communiquée par l’IGPN dans la procédure ». Il manque effectivement au moins une dizaine de pages dans ce document, désormais en possession du procureur. Dont, apparemment, la copie des affreux messages WhatsApp...

Le principal animateur de la boucle raciste, le capitaine L. B. – son nom figure sur les copies que le Palimpède a en sa possession –, a été, selon nos informations, convoqué le 28 juin dans les locaux de l’IGPN. Après avoir assuré des interims de commandement ici et là, il est désormais affecté à la CRS 32, basée au Havre. La semaine dernière, il avait pour mission de sécuriser le passage de la flamme olympique. Il ne l’a pas confondue avec celle du Rassemblement national, au moins ?

D. H. et C. L.



ROBOTOMISÉ

Les robots peuvent-ils être victimes de burn-out ? La question se pose en Corée du Sud, où le suicide d'un « robot fonctionnaire » à la mairie de Gumi est pris très au sérieux (« francetvinfo.fr », 28/6). « Les témoins de la scène racontent qu'ils l'ont vu "tourner en rond comme si quelque chose était là" avant qu'il se jette littéralement dans l'escalier », où on l'a retrouvé en mille morceaux. Les pièces désormais détachées ont été collectées et seront analysées pour « comprendre les raisons du drame ».

Encore un fonctionnaire victime de la bourreau-cratie...

LE MAÎTRE DES HORLOGES



LE COUP DE LA BAHN

Allemand n'est plus synonyme de fiable et de rigoureux : la Deutsche Bahn, la compagnie nationale des chemins de fer, fait l'objet de moult critiques liées à l'Euro de football, avec « des wagons bondés, des retards et pannes en cascade » (« La Croix », 28/6). Même le directeur du comité d'organisation du tournoi, Philipp Lahm, « a raté le début du match entre l'Ukraine et la Slovaquie, et une intervention en direct à la télévision, en raison du retard de son train pour Düsseldorf ».

Amis allemands, pas d'inquiétude : les JO approchent, et vous pourrez compter sur la solidarité de la SNCF et de la RATP !

YACHT-MOI D'UN DOUTE

Les riches de la jeune génération fuient les croisières sur paquebot, jugées « pas assez select », nous apprend « L'Opinion Week-End » (28/6). Ils leur préfèrent les yachts de luxe, comme celui du groupe hôtelier Four Seasons : les clients fortunés y bénéficient d'un « ratio princier d'un membre de personnel par client » et de « 50 % d'espace de vie de plus par voyageur » que sur les paquebots courants.

L'essentiel restant de ne pas se baigner dans la même piscine que la populace des croisières bas de gamme.

D'un château l'autre en Lepénie

COURTISÉS jadis par Jean-Marie Le Pen, les châtelains sympathisants ou militants d'extrême droite le sont plus encore par sa fille. Face à la gauche caviar, elle avait inventé la droite corons, mais la formule n'est plus d'actualité. Les déshérités, c'est bien, mais, les héritiers, c'est mieux !

Son poulain Bardella arrivé aux marches du Palais, Marine s'intéresse moins aux pauvres et plus aux châteaux. Celui de l'Élysée, bien sûr, mais aussi ceux de ses partisans, aussi nombreux qu'au bon vieux temps de papa. Il suffit de feuilleter le fichier des instances dirigeantes du RN ou celui des candidats aux élections pour constater que les particules y pullulent. Les châteaux non plus ne manquent pas ; « Le Canard » vous les fait visiter.

Alain Guédé

François Durvy
Un refuge pour Marine

Le manoir normand de la Perquette (Calvados) date du XVII^e siècle. Il est situé à une dizaine de kilomètres de Caen et inscrit à l'inventaire des monuments historiques, ce qui ouvre droit à des aides d'Etat. Son propriétaire, François Durvy, est l'ami et associé du milliardaire Pierre-Edouard Stérin, l'un des plus généreux mécènes de la droite catholique conservatrice. Les deux hommes ont récemment acquis, pour 2,5 millions d'euros, la villa de Rueil-Malmaison, seconde propriété de Jean-Marie Le Pen, après Montretout, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

Marine Le Pen a séjourné dans ce château normand une première fois en

tations privées. Elle accueille notamment le Championnat de France du chien de race.

Mais Hombeline du Parc s'investit surtout dans la politique. Après un job au Parlement européen, au sein du groupe d'extrême droite qui héberge le



RN, elle a choisi Strasbourg comme fief électoral. Las ! avec seulement 14 % des votes au premier tour des législatives, le 30 juin, elle est éliminée pour le second. La politique est pleine de châteaux en Espagne...

Gérard de Mellon
De l'oseille à Lozier

Le château de Lozier (Côtes-d'Armor) est blotti au creux d'un valon à une petite dizaine de kilomètres du village. Construit au XVII^e siècle (et sa chapelle au XVIII^e), il fait actuellement l'objet d'importants travaux de restauration, comme en témoignent les engins présents sur le site. Son propriétaire, le comte Gérard de Mellon, promoteur immobilier de profession, a déjà réalisé une impressionnante rénovation de l'autre château qu'il possède dans le département, près de Dinan. Au Rassemblement national, son profil de notable replet de 77 ans détonne avec celui de la jeune garde mise en place par Marine Le Pen. Mais sa première qualité est de savoir se faire réelle. Il enchaîne ainsi les mandats au conseil régional de Bretagne. Jusqu'à présent, Marine Le Pen n'en a pas demandé davantage.



Raymond de Malherbe
Les mécomptes du comte

Construit au XIX^e siècle dans un style inspiré de la Renaissance, le château de Poillé (Indre-et-Loire) trône au cœur du vignoble des coteaux du Loir. En 2022, son propriétaire, le comte de Malherbe (rien à voir avec Apolline !), alors patron du RN dans la Sarthe, y a raté, à 88 voix près, un siège de député. Puis il s'est fait éjecter de son poste de patron du parti dans le département pour avoir eu des mots avec une parachutée de Paris. Ce 30 juin, il a quand même tenté sa chance sous l'étiquette de Reconquête !, mais il s'est ramassé une veste. Prendre une piquette dans un pays de vin : une humiliation de plus.



Jean-Lin Lacapelle
Le tyranneau de Bergerac

Dans le pays de Bergerac (Alpes-de-Haute-Provence), le château de Jean-Lin Lacapelle incarne le quatrecento français, cette charnière architecturale entre le Moyen Age et la Renaissance. La pierre de tuffeau avec laquelle il est construit rappelle aussi qu'il y a peu le vin coulait à flots dans le secteur. Le propriétaire du joyau, Jean-Lin Lacapelle, est l'un des barons de la cour de Marine Le Pen. Et l'un de ses discrets hommes

de confiance. Etudiant à Paris, il fut le grand copain de Frédéric Chatillon et d'Axel Loustau, chefs des nazillons du GUD et ambassadeurs des soirées de la turbulente Marine. Ce groupe est resté très lié. Au FN puis au RN, Lacapelle



est encore l'homme de confiance pour les nominations aux postes opérationnels comme pour les limogeages. Il est d'ailleurs l'un des piliers de la commission d'investiture des candidats. Son credo : « professionnaliser le parti ». Il a utilisé sa carte blanche pour faire monter ces jeunes qui ont été massivement investis dans les circonscriptions pour les législatives. Et a éliminé les anciens sans faire de détail.

Jacques Palacin

Un Zorro sans fouet ni loi

A un jet de pierre de l'aéroport de Perpignan (Pyrénées-Orientales) s'élève une grande hacienda, copie conforme de celles du Mexique dans les années 1850. Il ne manque que Zorro pour que l'illusion soit parfaite. Jusqu'à 2020, le propriétaire, Jacques Palacin, était le responsable le plus en vue du PS dans les Pyrénées-Orientales et, de surcroît, dignitaire de la franc-maçonnerie. Il a été l'une des plus belles prises de guerre de Louis Aliot, le maire (RN) de Perpignan, qui, en 2020, l'a fait élire maire adjoint. Depuis, le nouveau compagnon de route du Rassemblement national ne cesse de claionner dans les journaux locaux que les vrais socialistes sont les membres du Rassemblement national, à commencer par Aliot. Il a forcé sur la tequila ?

CE SERA TOUTOU ?

Une boulangerie canine vient d'ouvrir à Paris, nous apprend BFMTV (19/6) : « Vous pouvez compter entre 2 et 5 euros pour les pâtisseries pour chiens et 4 euros pour le Daggoccino, une sorte de cappuccino adapté à nos amis à quatre pattes ». Et le hot dog ? C'est combien ?

DRÔLES DE ZIGS

❑ NIGEL FARAGE, artisan du Brexit et candidat aux législatives britanniques, a été contraint de désavouer trois des candidats de son parti, Reform UK, coupables d'avoir tenu des propos racistes (« rbf.be », 29/6). L'un d'entre eux avait exhorté les personnes noires à « lever leurs culs de fainéants », une autre avait traité les migrants d'« ordures »... Selon Farage, il existe « des gens qui disent de mauvaises choses dans tous les partis ».

Mais quand même un peu plus dans les partis d'extrême droite, isn't it ?

❑ PIERRE GAGNAIRE, chef triplement étoilé et juré de la dernière saison de l'émission « Top Chef », sur M6, avoue au « Parisien Dimanche » (30/6) ne pas être un gros mangeur, voire pire : « Dans les années 1990, lors de la faillite de mon restaurant, j'étais en mode survie, je mangeais des oranges entières, avec la peau. »

Il faut saluer la beauté du zeste.

IRAN : LES DEUX DERNIERS CANDIDATS EN LICE



❑ PHILIPPE DE VILLIERS offre aux lecteurs du « JDD » (30/6) un portrait pour le moins imagé d'Emmanuel Macron : « Je l'ai observé lors de ses dernières apparitions à Bruxelles : il a une tête de noyé, les yeux exorbités, le verbe exorbitant. » En 2018, au temps du grand amour, le même s'extasiait (« Le Monde », 13/6/18) : « Emmanuel Macron est plus mobile qu'on ne le croit. En tant qu'ancien footballeur, il a le dribble cool, il est capable de surprendre. » Quel visionnaire, ce Philippe de Villiers...

❑ DONALD TRUMP avait songé à une stratégie dérouterante avant son débat avec Joe Biden (« Libé », 27/6) : « Peut-être vaut-il mieux que je perde le débat (...). Je ferai en sorte que [Biden] reste, en perdant le débat exprès » - dans le but de ne pas voir les démocrates chercher un remplaçant à leur candidat. Sauf que ce dernier a été tellement mauvais qu'il aurait été quasi impossible pour quiconque de ne pas l'emporter. Là-dessus, y a pas débat.



Mangeons du cadmium !

IMAGINEZ une substance que l'on sait cancérigène, mutagène, toxique pour la reproduction et que l'on continue de nous faire avaler en douce, comme si de rien n'était... Dès 2011, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (Anses) a tiré la sonnette d'alarme sur notre empoisonnement au cadmium. En France, la limite recommandée par les toxicologues est dépassée chez près d'un adulte sur deux. Une intoxication qui commence dès le plus jeune âge, puisque 15 % des enfants sont surimprégnés, notamment à cause des céréales qu'on leur sert au petit déjeuner.

La principale source de contamination, juste après le tabac, c'est ce qu'on nous met dans l'assiette. La faute aux engrais. Pour doper toujours plus leurs rendements, les agriculteurs français épandent chaque année 400 000 tonnes d'engrais phosphatés, riches en phosphore mais aussi en cadmium ! Tout ça étant ensuite absorbé goulument par les céréales ou les pommes de terre. Non seulement nous sommes les plus gros utilisateurs européens d'engrais phosphatés, mais nos granulés sont particulièrement chargés, vu que l'on s'approvisionne quasi

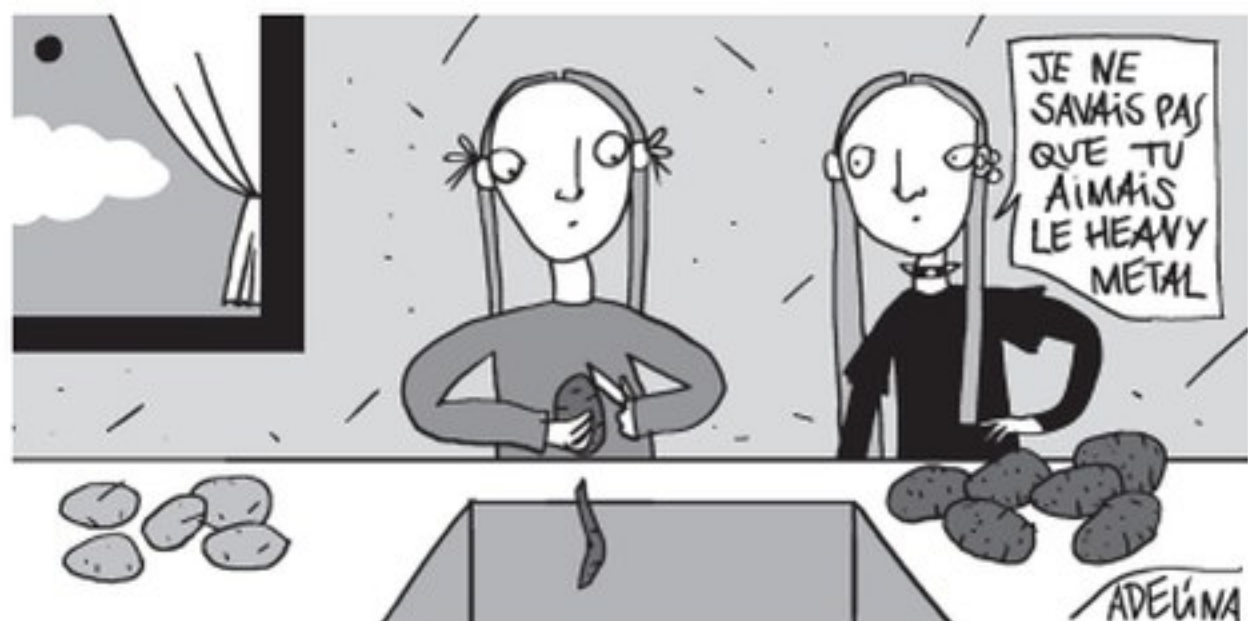
exclusivement dans des mines de phosphate du Maroc, à très haute teneur en cadmium. Résultat des courses : les Français sont de loin les plus contaminés d'Europe...

En 2019, l'Anses a remis le couvert en recommandant d'abaisser à 20 mg/kg la quantité maximale de cadmium dans les engrais. Soit trois fois moins que la teneur autorisée par Bruxelles. Sauf que le ministère de l'Agriculture traîne les sabots. Jusqu'à la dissolution de l'Assemblée, le décret dormait sur le bureau de Marc Fesneau. Le projet ne casse pourtant pas trois pattes à un canard : il se contente d'une limite de 40 mg/kg, avec, en prime, un délai d'application de deux ans. Si l'Agriculture lambine,

c'est pour ne pas se fâcher avec l'Union des industries de la fertilisation et, surtout, avec la FNSEA, le principal syndicat agricole, opposés à cette restriction qui ferait monter le prix des engrais en obligeant à s'approvisionner ailleurs que dans les mines de phosphate marocaines bon marché.

Tant pis pour les 47,6 % d'adultes qui, en France, risquent des atteintes hépatiques, rénales et, surtout, osseuses à cause de leur intoxication au cadmium. Ce métal lourd serait responsable d'environ un tiers des cas d'ostéoporose chez les Françaises (« International Journal of Hygiene and Environmental Health », avril 2021).

Comme on dit, on l'a dans l'os !



Pendant ce temps, l'arénicole...

L'ARÉNICOLE s'en fiche royalement. Elle est sourde et aveugle. Elle vit dans le logis qu'elle a creusé dans le sable, une étroite galerie en forme de « u » dont elle ne bouge guère. Voilà 450 millions d'années qu'elle y vit. Elle est bien plus vieille que l'homme. Elle a survécu à la cinquième extinction, celle qui a vu disparaître les dinosaures. Elle a réussi à s'adapter à ce milieu extrême qu'est l'estran, la zone de balancement des marées située entre mer et rivage (« Le Canard », 4/8/21). Alors allez lui parler de Bardella...

Oui, les extrêmes, ce ver marin qui, adulte, mesure dans les 20 cm sait ce que c'est. A marée haute, lorsque la plage est sous l'eau, il ingère eau et sable par la bouche et les rejette après en avoir prélevé les nutriments dont il a besoin (ce qui forme de jolis petits tortillons qui signalent sa présence). Il ingère aussi de l'oxygène, beaucoup d'oxygène. Car, à marée basse, le voilà à sec, aussi dépourvu d'air qu'un



poisson sur le sable. Comment tenir bon sans respirer pendant les six heures que dure cet enfer ? Guillaume Néry, recordman du monde d'apnée, ne tient que onze minutes...

C'est là que l'arénicole a inventé une ruse merveilleuse : elle extrait l'oxygène dissous dans l'eau et en fixe des quantités énormes dans son sang. Quarante fois plus que l'homme ! A marée basse, c'est simple : elle cesse de respirer, mais son hémoglobine décharge lentement l'oxygène dans son organisme. Et elle tient bon jusqu'à la marée suivante.

Fasciné par ce phénomène, Franck Zal, un biologiste plus curieux que les autres, a passé sa vie à l'étudier et à défendre les vertus exceptionnelles du sang d'arénicole (1). Il est donneur universel, peut être lyophilisé et mis en poudre, et conservé à température ambiante. Aujourd'hui, on l'utilise pour transporter des greffons destinés aux transplantations, améliorer la cicatrisation, régénérer des brûlures : sa teneur extraordinaire en oxygène permet ces miracles renouvelés. Franck Zal a installé une ferme aquacole à Noirmoutier (Vendée) pour y élever des

arénicoles et poursuivre ses recherches. L'arénicole sauve et sauvera des vies.

Belle histoire, sauf que. Sauf que le réchauffement climatique s'intensifie. Les scientifiques s'alarment de l'incendie des océans aujourd'hui en cours. Les températures battent tous les records. Le plancton végétal, qui constitue la base de la chaîne alimentaire des océans, disparaît de certaines zones, qui se désertifient. La concentration en gaz carbonique de l'eau ne cesse d'augmenter. A terme, comme tous les autres êtres vivants marins, l'arénicole est menacée. Son ADN, ses capacités de reproduction...

Dans le programme de Bardella, rien sur le réchauffement climatique. C'est le dernier de ses soucis. Enfoncée dans son trou de sable, l'arénicole vit tranquillement sa vie. Après tout, elle s'est tirée de bien des situations extrêmes, non ? Mais cette fois...

Jean-Luc Porquet

(1) « Un trésor sous le sable », par Franck Zal, avec Elena Sender et Robert Thibierge, Les Arènes, 247 p., 21 €.

Le Cinéma

Napoléon vu par Abel Gance

(Au droit fil de l'épopée)

C'EST un éclair somptueux dans un sombre ciel d'orage: enfin, le « Napoléon » (1927) d'Abel Gance renaît à la lumière. Il aura fallu un chantier de restauration de seize ans, à la démesure de ce film mythique et maudit. Car cette ultime superproduction du cinéma muet a été d'emblée écrasée par l'avènement du parlant, puis victime des remontages et trafics de son réalisateur. Abel Gance est devenu « l'ennemi » de son propre chef-d'œuvre, qu'il a fini par « détruire », selon Frédéric Bonnaud, le directeur de la Cinémathèque française, qui a présidé à cette résurrection.

En repartant des bobines originales, dispersées en Corse, en Serbie, au Danemark ou à New York, le chef monteur Georges Mourier a pu procéder à sa reconstruction plan par plan, grâce au séquenceur légué par la monteuse d'Abel Gance. Une bande-son symphonique originale intégrale a été composée à partir d'un montage de partitions existantes. Le résultat soulève l'enthousiasme: six salves d'applaudissements en avant-première à Cannes.

De la célébrissime bataille de boules de neige à la campagne d'Italie, en passant par le Club des cordeliers, où, parmi les sans-culottes enfiévrés, l'on voit cheminer le manuscrit de « La Marseillaise », et éclore l'hymne national, le peuple uni se levant pour l'entonner! Ensuite viennent ces nuits révolutionnaires où Bonaparte médite dans sa soupente, à la lueur des massacres. Puis la folle cavalcade en Corse, digne d'un western d'époque, au terme de laquelle le jeune officier s'échappe et prend la mer à bord d'une coque de noix, avec le drapeau français en guise de voile. La tempête monstre qu'il



traverse alors se surimpose aux images de houle humaine de la Convention...

C'est un film-fleuve mais aussi expérimental, « révolutionnaire » jusque dans sa forme, selon Bonnaud. Car Gance ne cesse d'innover: écran divisé ou démultiplié, caméras embarquées ou suivant le mouvement de l'action, art du flou presque abstrait... Un film, aussi, qui transcende les genres de l'époque: aventure, drame familial, fresque historique...

Un monument national très inspirant. David Fontaine

● A La Seine musicale, à Paris, les 4 et 5/7, en concert symphonique, puis dans différents festivals d'été et en salles, sous l'égide de Pathé, à partir du 10/7.

Les films qu'on peut voir cette semaine

Les Fantômes

A Strasbourg, Hamid croit retrouver la trace de celui par qui il pense avoir été torturé dans les geôles de Bachar El Hassad sans jamais avoir vu son visage. Mais l'étudiant qu'il file ainsi sans relâche est-il le vrai coupable?

Grand voyageur et documentariste, Jonathan Millet transpose dans ce premier film de fiction l'expérience réelle des réseaux secrets des « chasseurs de preuves » syriens qui cherchent à localiser et à traduire en justice leurs bourreaux planqués en Europe. C'est un

film d'espionnage transcendé par le réel, haletant, obsessionnel, un brin austère aussi. Adam Bessa est d'une étonnante intensité dans le rôle. — D. F.

Matria

Alvaro Gago est une sorte de Ken Loach espagnol qui pose, avec sa caméra combative, des questions qui font mal sur l'aliénation et le consentement à cette aliénation. Pourquoi Ramona, qui trime pendant des journées infernales dans les usines de poissonnerie de Galice, accepte-t-elle cette vie d'esclave, qui l'oblige, le soir venu, à remorquer, éreintée, un mari ivre devenu un boulet? Bien sûr, il reste la

fuite, mais est-ce la solution? Gago, qui signe là un très beau film, épaulé par la grâce lumineuse de son actrice principale, Maria Vázquez, se garde bien de répondre. — A.-S. M.

El Profesor

Cette comédie argentine sur fond de satire sociale connaît un grand succès, à l'instar des « Nouveaux Sauvages » (2014), de Damián Szifron, mais dans une veine différente. Les réalisateurs Benjamin Naishat et Maria Alché explorent la vie d'un personnage d'universitaire passionnant mais gauche, incapable de sortir de son statut de disciple d'un brillant philosophe, dont le décès le perturbe. Survenant de l'extérieur, crises et convulsions poussent ce héros à quitter son univers confortable et ses certitudes. Ce film, drôle et subtil, souffre d'un manque de rythme, mais son propos, mêlant politique, philosophie et moments comiques, est d'une indéniable originalité. — A.-S. M.

Les films qu'on peut voir ou revoir

Plus qu'hier, moins que demain

Une jeune femme tourmentée qui revient dans sa famille, une jeune sœur qui s'éveille à l'amour, un petit frère qui voit et enregistre tout... Les drames et secrets familiaux se cristallisent lors d'une belle après-midi d'été, à l'occasion d'un concours local de nage.

Primé à Rotterdam et à Belfast, ce premier long-métrage finement tressé révélait en 1998 le regretté réalisateur Laurent Achard (1963-2024) comme un cinéaste subtil et un remarquable directeur d'actrices et d'acteurs. — D. F.

Typhoon Club

Dans un collège japonais, les rapports complexes et les jeux sensuels et cruels d'une bande de filles et d'une bande de garçons sont bouleversés par un typhon qui survient. Tandis que la jeune Rie fuit, les autres se cloîtent dans leur bahut évacué en proie à des bouffées collectives.

Quel film étrange, libre et fou, profond et mystérieux, sur l'adolescence! Shinji Sômai (1948-2001) donnait en 1985 cette œuvre qui semble partir en tout sens, avant de se concentrer sur un confinement théâtral, filmé en longs plans-séquences débordant de sensations. — D. F.

Les films qu'on peut ne pas voir

The Human Surge 3

De jeunes gens déambulent dans les cités, les bidonvilles, la forêt, les champs. Ils ne se connaissent pas mais échangent de douces paroles, évoquent leurs rêves, leurs désirs, leurs hontes. Ça se passe à Taïwan, au Pérou, au Sri Lanka. Ce documentaire fictionnel de l'Argentin Eduardo Williams est largement filmé au téléphone. Il insère des effets spéciaux (des mains s'enflamment, des personnages tournent dans le ciel) et l'écran est cassé, ce qui ajoute au flou artistique.

L'ensemble est joli et parfaitement assommant. — J.-F. J.

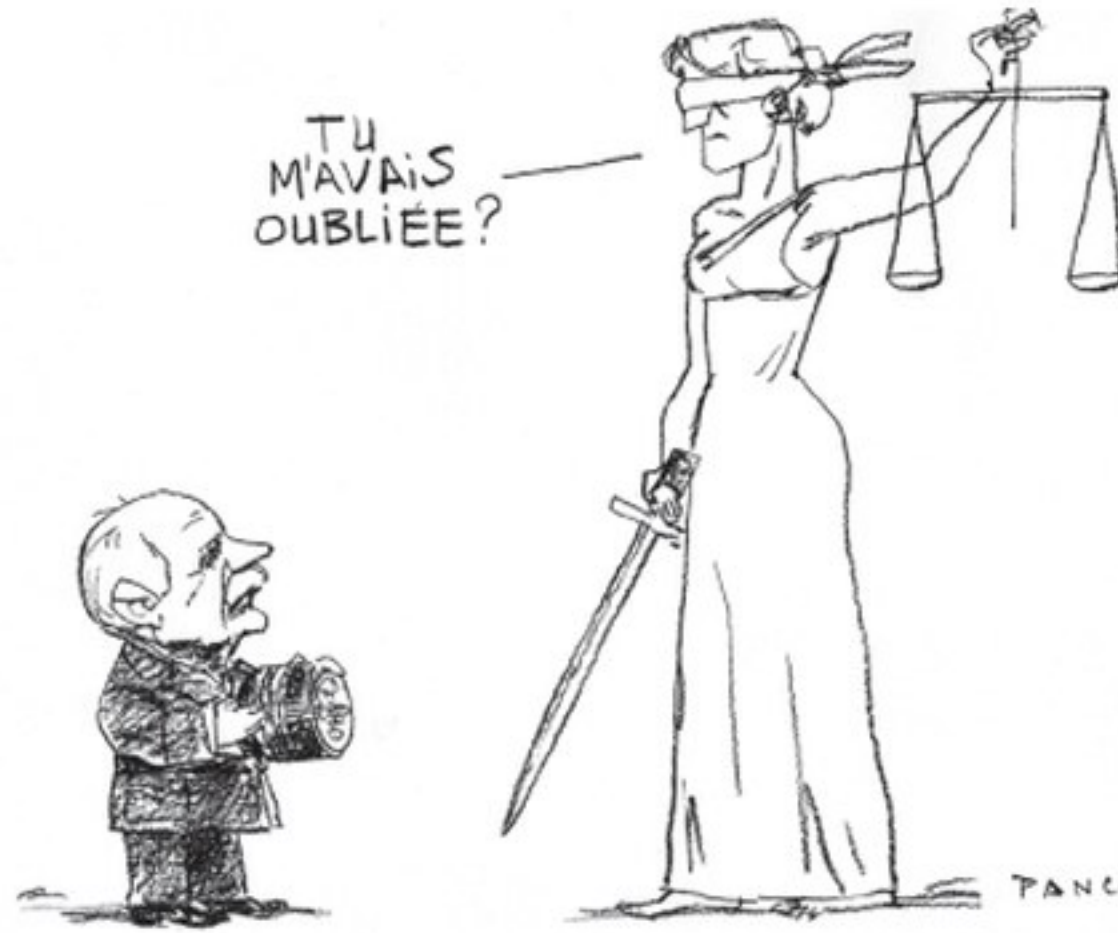
Lettres ou pas Lettres

Maréchal, le voilà!

Dans «Le Procès Pétain», l'historien Julian Jackson nous installe sur les bancs du public. Et dans les coulisses.

LE 26 AVRIL 1945, un vieillard se présente au poste-frontière suisse de Vallorbe. « Je suis maréchal de France », déclare-t-il aux douaniers. Ils le croient, et ils ont raison: Philippe Pétain a décidé de se constituer prisonnier. Le 23 juillet, devant la Haute Cour de justice, son procès commence. Dans une salle d'audience exiguë, Joseph Kessel, Madeleine Jacob, Albert Camus se serrent sur le banc des journalistes, à une coudée de l'accusé. Ce dernier, malgré la chaleur estivale, « est dans une forme physique remarquable pour un homme de 89 ans ». Son état mental? « Difficile à évaluer. » « Sans lunettes et d'une voix ferme », il lit une déclaration annonçant qu'il gardera le silence tout au long du procès. « Un maréchal de France ne demande de grâce à personne », assène-t-il.

Des témoins de la III^e République viennent témoigner: Paul Reynaud, Edouard Daladier, Pierre Laval, Léon Blum. Le député Louis Marin fait remarquer que « ni la Norvège, ni la Belgique, ni la Hollande, ni le Luxembourg » n'ont accepté de signer d'armistice avec l'Allemagne.



Pourquoi la France a-t-elle choisi la collaboration? Selon Jackson, « après les désastres initiaux, l'efficacité et la détermination des troupes françaises en juin 1940, lors des combats de la Somme et de l'Aisne, ont été impressionnantes. Tout bascule après le discours de Pétain du 17 juin ». Il y avait pourtant une autre solution: l'option nord-africaine, qui aurait mis à l'abri le gouvernement et les rescapés de l'armée française, par exemple à Alger, alors ter-

ritoire français. Les Américains étaient preneurs. Mais, dans la confusion de la défaite, la ligne collabo l'emporta, avec la caution du Maréchal, « le vainqueur de Verdun ».

Sans états d'âme, celui-ci avalisa les persécutions contre les opposants — gaullistes, communistes, francs-maçons —, sans oublier les Juifs, absents à ce procès. Aucun survivant de la Shoah, aucun proche d'une victime ne fut appelé à la barre des témoins. L'auteur rappelle

qu'à l'époque le mot « déportés » désignait sans distinction tous ceux qui avaient été expédiés dans les camps. Mais les organisations juives étaient divisées. Ainsi, le Conseil représentatif des institutions juives de France ne souhaitait pas mettre en avant la communauté, de peur d'aggraver les « incidents antisémites qui se produisaient à Paris ». Ce qui permit à Jacques Isorni, pugnant avocat de la défense, de prétendre que Vichy avait « sauvé des Juifs », conformément à la légende d'un Pétain « bouclier » se sacrifiant pour la France.

Après trois semaines d'audience, l'accusé est condamné à mort pour haute trahison. Mais son grand âge lui sauve la peau: il est emprisonné au pénitencier de l'île d'Yeu, où il mourra le 23 juillet 1951. Menés par Isorni, ses partisans ne cessèrent de demander — en vain — le transfert de ses cendres à Verdun.

Conclusion de Julian Jackson: « Si le dossier Pétain est clos, le pétainisme n'est pas mort. » On ne le contredira pas.

Frédéric Pages

● Seuil, 480 p., 25 €. Traduit de l'anglais (Grande-Bretagne) par Marie-Anne de Bér.

La tête la première

Figures de proue Ces yeux de la mer par Claudio Magris

LES FIGURES de proue ont rarement inspiré de grandes pages », regrette l'auteur dans le dernier chapitre de son livre. Oh, le modeste ! Les siennes sont sidérantes, qui chantent le mystère de ces figures altières, placées à l'avant des navires pour « scruter ce qu'il est interdit et fatal aux autres de voir ». Féminines par essence, d'une sensualité parfois provocante (« seins opulents et impérieux », « lèvres mi-closes »), à d'autres moments disgracieuses, énigmatiques, toujours un peu inquiétantes, ces pythies de bois sculpté, dorées, adorées, sont tout à la fois les messagères de la mer et les filles maudites des abysses, dans lesquelles, peut-être, elles n'aspirent qu'à retourner.

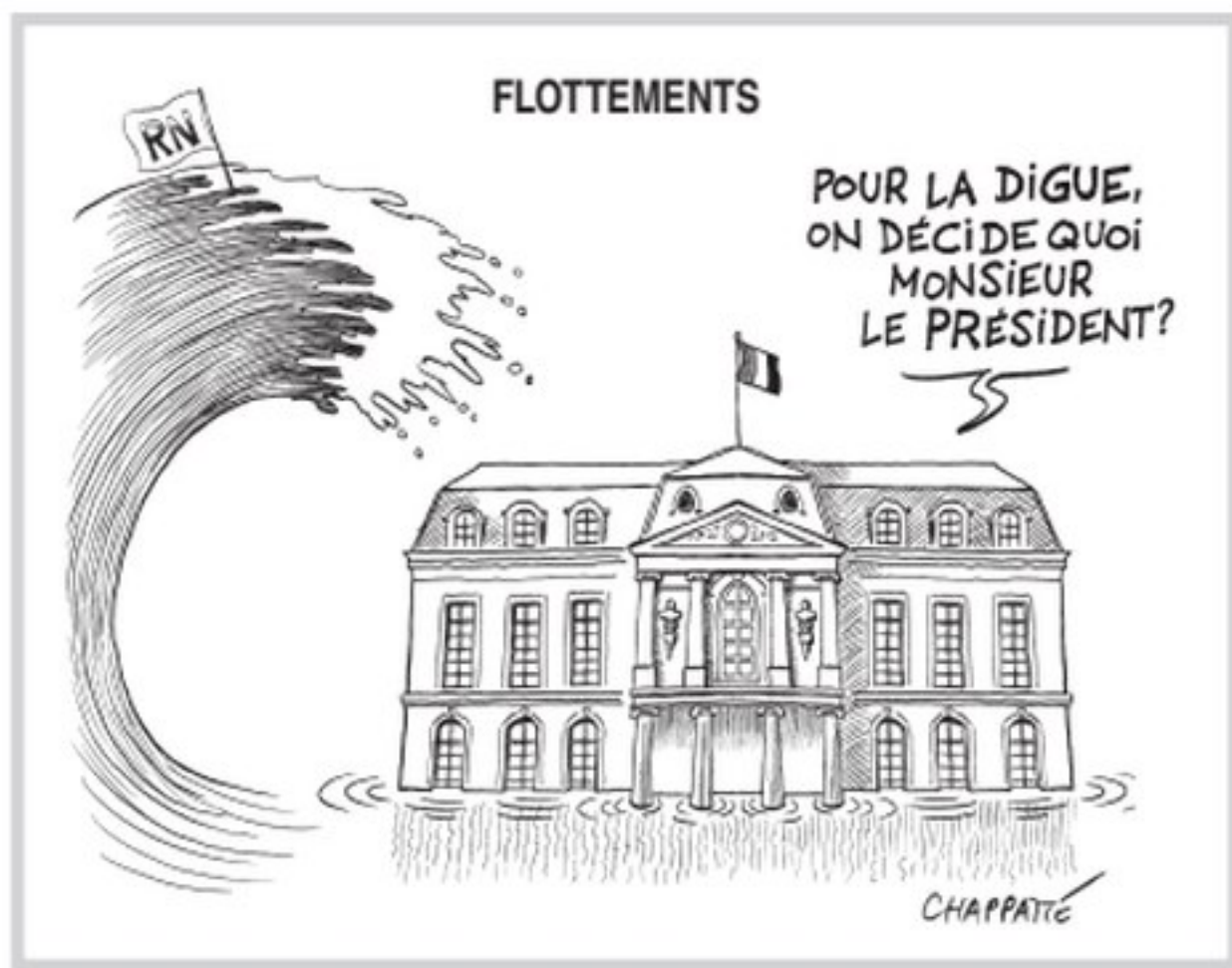
Claudio Magris connaît son sujet : en amoureux érudit et attentif, il a écumé les musées maritimes où ces beautés impassibles, lassées des flots et des tempêtes, se reposent désormais en rêvant. Les marins les ont sauvées d'un destin funeste; ils les ont arrachées aux canonnades ou aux « terribles tempêtes »

puis les ont ramenées chez eux, les tenant « au secret dans une solitude idolâtre ». Certains — poètes, loups de mer, naufrageurs —, « par désir de posséder l'infini et de le figer dans cette possession », installent les rescapées dans un jardin face à la mer; d'autres, dans des auberges ou des cimetières. Des fous s'en éprennent, des folles jalourent leur « grâce surréelle », d'anxieux capitaines les font sculpter à l'image d'un être aimé, pour conjurer l'absence.

« L'art des figures de proue mourra, il se meurt, il est mort », rappelle Magris avec une sorte de tristesse gourmande. Et c'est aussi, il est vrai, ce qui rend ces créatures si émouvantes — de superbes photographies l'attestent —, elles à qui les hommes belliqueux, au cœur empli de « fureurs dévastatrices », ont octroyé, parce que jamais ils ne sauraient en jouir eux-mêmes, le don du regard suprême, celui qui sublime et enchante. Personne, au fond, ne possède réellement ces « sirènes effrontées ». Bravant les vagues, fonçant vers l'avenir, elles y arriveront toujours avant nous.

Fabrice Colin

● Gallimard, 160 p., 19 €. Traduit de l'italien par Jean et Marie-Noëlle Pastureau.



La Joie aux Chapitres

Le Nouveau Voyage suivi d'Une beauté nouvelle de René Boylesve

C'EST une voiture inouïe: à pétrole, sans chevaux, sans toit, fleurant bon l'« odeur ténue de la gazoline d'allumage ». Cette Panhard & Levassor, modèle 1862, porte un petit nom charmant: « Azurine ». Sur le plat, elle propulse ses quatre vaillants voyageurs à 17 km/h. Dans les descentes, à 25 km/h. Outre l'ami propriétaire et le narrateur, l'engin convoie un Italien nommé Ottimo, sans oublier l'indispensable mécanicien, un certain Dardare, qui, au premier ennui, extrait le bon outil, « du geste dont un prêtre dit la messe ».

René Boylesve (1867-1926) narre cet authentique « voyage d'agrément », effectué en août 1894 entre Paris et le lac du Bourget, avec la verve d'un Courteline, dont il fut le contemporain. Neuf jours de bonne humeur et de gastronomie ! Ici, on ne dit pas « moteur » mais « mécanisme »,

et, pour l'avertisseur, « cornet ». La traversée des villages fait événement: « A notre approche, tous s'écartent et se dispersent, on nous entoure, mais à distance, d'une sorte de vénération muette. » En voiture avec Boylesve!

F. P.

● La Guépine Editions, 64 p., 16 €. Notes et postface de Liliane Jouanne.

Katie de Michael McDowell

« JE VOIS une femme avec une aiguille en sang, une fille dans un escalier qui glisse dans le sang, une femme ouvrant une valise pleine de sang. » Sympas, les prédictions de « Mademoiselle Katie »... Équipée de solides dons de voyance, l'antihéroïne de ce grimoire aux luxueuses dorures est un véritable amour qui trucidé, assomme, maudit et empoisonne avec entrain. Face à elle: Philomela Drax, figure de l'humble raison, dont le

grand-père vient d'être assassiné (pour son argent) par la sus-citée, et qu'elle est bien décidée à venger... surtout après qu'on lui a collé l'assassinat sur le dos. Le combat est lancé; il paraît inégal. Allez, les filles!

Feu Michael McDowell, dont la saga « Blackwater » fit récemment les délices de hordes de lecteurs, n'avait pas son pareil pour trasser de petits contes gothiques intoxicants, truffés de chausse-trappes et gorgés de fureur. Inspirée d'une ahurissante histoire vraie (les meurtres en série d'une famille de psychopathes dans le Kansas des années 1870), ce nouvel opus cogne et secoue jusqu'à la dernière page. « Elle poussa un cri perçant quand elle fut coupée en deux. » La violence en Amérique: problème ou solution? Vous avez quatre heures.

F. C.

● Monsieur Toussaint Louverture, 460 p., 12,90 €. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Jean Szymonowicz.



	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT
I. Pas l'moral au Château.
— II. Touchée une sans faire bouger l'autre. — III. Mes deux seins très tendres*. Ouverture du score.
— IV. Il est porté au nul. Ses accords, ça ne Gaza pas. — V. Une fin d'enfer. La colle enfarinée. — VI. A gars

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1662

HORIZONTALEMENT
I. LAMPEDUSA. — II. ELUER.
SEB. — III. GUSTATIFS.
— IV. CABANAT. — V. SP. ULCERE.
— VI. LOIRET DN. — VII. APRE.
IKAT. — VIII. TIR. GLATI.
— IX. UNIFIER. — X. RATEE. SON.
— XI. ETERNITES.

VERTICALEMENT
1. LEGISLATURE. — 2. ALU.
COPINAT. — 3. MUSC. IRRITE.
— 4. PETAURE. FER. — 5. ERABLE.
GIEN. — 6. TACTILE. — 7. USINE.
KARST. — 8. SEFARDAT. OE. —
9. ABSTENTIONS.

* Définitions transmises par
* Robert Costantino, ** Claude
Wainstain, *** Franck Deffains et
**** André Buisson.

LE grand remplacement journalistique est en cours chez nos confrères de « La Manche libre » (19/6). La gazette normande a publié comme une interview un pur copié-collé d'un tract de campagne de Nicolas Conquer, candidat RN-LR de la 4^e circonscription du département. Ex-porte parole des républicains américains en France, ce trumpiste décomplexé, passé par le parti zemmouriste Reconquête!, se trouve ainsi chaudement promu dans une rubrique intitulée « En questions » et pilotée par Jean Rioufol, neveu de l'Ivan du même nom, jugé trop radical chez Pascal Praud. Le monde est petit.

QUELQUES JOURS avant le premier tour des législatives, la valeur des mastodontes des médias a fortement chuté avec l'éventuelle arrivée au pouvoir du RN, qui a annoncé la privatisation de l'audiovisuel public (France 2, France 3, France 5, Radio France) en cas de victoire. TF1 a dégringolé de 17 %, M6 a chuté de 12,5 % et NRJ a perdu 4 %.

La crainte était de voir débarquer dans le paysage audiovisuel Bolloré, avec lequel ils devraient partager le gâteau publicitaire. Et puis, lundi, miracle ! Après les résultats du premier tour, qui laissent entrevoir que le RN n'obtiendra pas la majorité absolue, le CAC 40 a rebondi de 2,5 %. TF1 s'est envolée de 6,58 % (5,21 % à la clôture), M6 a fait un bond de 4,77 % (4,09 % à la clôture) et... même le groupe Vivendi de Bolloré a pris 1,21 %.

Plus belle la vie boursière !

SANS SURPRISE, l'émission éphémère de campagne « On marche sur la tête », du Bolloré boy Cyril Hanoua, une heure trente de direct droit sur Europe 1, a été mise en demeure par l'Arcom pour « manque de mesure et d'honnêteté ». Et, sans rire, Hanoua a gémé et dénoncé un « acharnement » contre sa personne. Parmi les 29 invités qui ont défilé entre les 17 et 26 juin à son micro pour « revenir sur l'actualité politique », l'Arcom a relevé que 16 d'entre eux « représentaient ou soutenaient les partis relevant du bloc d'extrême droite » (dont Bardella, Zemmour, Maréchal et Cioti). Pour quelle raison ? « On envoie des invitations tous les jours, et elles restent parfois sans réponse » a répliqué l'animateur... C'est pas de chance.

Le Canard enchaîné
01.42.60.31.36
redaction@lecanardenchaîne.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaîne.fr

SAS Les Éditions Maréchal - Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)

Président, directeur de la publication : Erik EMPYAZ.
Administrateur délégué : Hervé LIFFRAN.
Principaux associés : Erik EMPYAZ, Hervé LIFFRAN, Jean-François JULLIARD, Odile BENYAHIA-KOUIDER, Jean-Michel THÉNARD et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction : Jean-François JULLIARD.
Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

Fondateurs : Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs : R. TRÉNO, André RIBAUD, Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.

Impression : P.O.P., Paris - Midi Print, Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.

N° CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405

Les manuscrits et documents non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements
01.42.60.75.16
abonnements@lecanardenchaîne.com

Sur notre site : www.lecanardenchaîne.fr

Par courrier : 45, avenue du Général-Leclerc 60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE 1 AN

- Formule papier 68 €
- Formule numérique* 58 €
- Formule papier + numérique* 84 €
- Formule intégrale* 106 €

*Édition numérique disponible dès le mardi 21 h.

POUR LES AUTRES PAYS

Nous consulter ou rubrique FAQ sur notre site



La Boîte aux Images Stars magyares

NOUS SOMMES en 2015, dans l'enceinte du Parlement européen, à Bruxelles. Debout sur une estrade, voici Jean-Claude Juncker, alors président de la Commission européenne. « Le dictateur arrive », souffle le Luxembourgeois à sa voisine. Viktor Orbán, le Premier ministre hongrois, s'avance pour le saluer. Juncker lève une main, comme pour prêter serment devant un tribunal. Puis il répète : « Dictateur ! », sur le ton de la plaisanterie, avant de serrer la main du Hongrois et de lui donner une tape amicale sur la joue en riant.

A Bruxelles, Juncker est bien le seul à s'amuser de la politique menée par Orbán depuis 2010. Chaque fois que le chef du parti nationaliste Fidesz siège, des élus européens l'invectivent. « Vous n'avez pas le droit de dire que nous insultons le peuple hongrois ! Ce que nous défendons ici, c'est la démocratie hongroise ! » tonne un élu flamand. « Vous travaillez à la destruction de l'Etat de droit démocratique ! » attaque un autre. Orbán observe ce remue-ménage en buvant tranquillement un café.

«Un bon gars»

Trois femmes formidables incarnent, dans ce reportage, la résistance menée par l'opposition hongroise : Tímea Szabó, députée Verte non inscrite de Budapest, constamment calomniée et menacée ; Babet Oroszi, rare journaliste d'investigation du pays, qui avait voté Orbán en 2010, pensant qu'il était « un bon gars » ; Niko Antal l'infirmière, enfin, cheveux rouge et bleu, qui avait fréquenté les néonazis jusqu'à ce qu'ils veuillent tuer ses copains tziganes.

A peine Orbán élu, Budapest a déchanté, mais la province et les villages ont applaudi. « Moi, je ne fais pas partie de l'élite, je viens de la campagne, leur a répété le Premier ministre.

Cette victoire est un mandat pour la construction d'un nouvel ordre constitutionnel aux valeurs chrétiennes et nationales. » Les circonscriptions sont redessinées pour assurer la prédominance du parti majoritaire, ses proches encaissent l'argent de l'Europe et se partagent les marchés publics, un mur électrifié anti-migrants de 17 km de longueur est érigé aux frontières, un Conseil des médias est créé. Le journal de Babet est fermé. La presse, aux mains du pouvoir, colporte en bouche de fausses nouvelles. Tímea, la députée Verte, décrite comme « un agent de la CIA financé par la cocaïne », se bat en première ligne.

« Votre nouvelle infamie, c'est d'inciter à la haine envers nos citoyens homosexuels », a-t-elle ainsi lancé aux parlementaires, qui venaient de voter de loi contre la « promotion de l'homosexualité et de la transidentité » auprès des mineurs. Orbán avait accusé des « militants LGBTQ+ » de dispenser « des cours de sexualité » dans les écoles maternelles et primaires.

Babet aussi est au front. Elle qui s'est repliée sur l'info en ligne et qui vit en couple avec une femme hésite aujourd'hui à lui donner la main dans la rue. Niko, elle, manifeste partout avec joie, escalade les murs du Parlement, harangue les foules, finit à l'hôpital.

Pour la cinquième fois, en 2022, et sur fond de guerre en Ukraine, Orbán a été réélu Premier ministre. Mais Tímea a sauvé son siège. Et une difficile tentative de coalition (gauche, écologistes, libéraux) essaie tant bien que mal de rassembler ce qui est éparé. Avec une même peur au ventre : que d'autres pays d'Europe enfantent de petits Viktor Orbán.

Sorj Chalandon

● Hongrie, quand la démocratie vacille », de Connie Field, jusqu'au 24/7 sur « arte.tv ».

A travers la Presse déchainée

De quoi s'effondrer

Dans « Ouest France » (24/6) : « Finistère. Deux morts dans le crash d'un HLM. » Les témoins maintiennent leur version : « C'était un ULM, pas question de s'écraser ! »

Sur un «R» macabre

Dans « Le Courrier du pays de Retz » (21/6) : « Pour les autres, la mort est passée : interdiction de stationner sur l'espace public. » « Interdiction », le mot qui tue ?

Sur l'album de la Comtesse

MACRON, CHEF DÉSARMANT ÉCULÉ ? Macron, mal entouré, n'admet aucun recul. Attal et lui s'empêchent et se font mal. Leurs battus se sentent minés sans report. Bardella aguche les masses et Marine admet qu'il racole avant l'élection. Elle cache ses frondeurs, et, lui, ses petites. Ce jeune sot domine mal les infos. Un sortant aviné au PC : la gauche étalée.

LECTEURS : ● « Macron, tête de lard. » - « Bardella ne craint pas une cheffe attrayante ni le ministère des bobards. » - « Cioti fait comme un lion. » - « Quel cal as-tu ? » - « Prix à la pompe. » - « Ah, c'est des mutés qui perdent ! » - « Un char parcourt Madère. » - « Il a pêché un sacré lot. » - « Ce coiffeur rase des bidasses. »

LU : ● Ces deux Normands rous pour leur élection font partie des rares désignés. » - « Des tarés sans excuse font couler la bile de plein écho. » - « RN : la paix sans prêt russe ; la paix de routine. » - « Zemmour : l'urne basse. » - « Cette fille punkie est folle des Bleus. » - « Fuyez les serres taxées. »

Soufflant !

Dans « L'Eclaireur savoyard » (23/6) : « Les jeunes sapeurs-pompiers étonnent "La Marseillaise" pour marquer la fin du passage de la flamme (olympique). »

Pour l'entonner, aucun n'a eu besoin de stupéfiant.

S'cousse s'cousse royale

Sur le site de France 3 Occitanie (21/6) : « Il tombe dans la rivière (...), les pompiers le secouent. » Ils le secouent, ce qui mérite un hommage vibrant.

Rue des Petites Riles

Repéré sur « actu.orange.fr » (20/6) :

« L'homme avait été découvert la tête immergée dans l'eau par le gardien de l'immeuble. »

Idignés, les habitants sont suffoqués.

Piqué sur « ladepeche.fr » (24/6) :

« Le Boeing est immobilisé au sol et doit bénéficier d'une inspection approfondie. »

C'est quand même moins grave que d'être immobilisé en l'air.

Comme son nom l'indique

Dans « La Dépêche » (26/6) :

« Euromillions : le jackpot de 213 millions d'euros remporté par un joueur incroyablement chanceux », signé Edwige Grolleau.

Prises de Bec Ministrables RN Soutiers de famille

Le RN n'a pas, dans ses rangs, pléthore de gens susceptibles de faire partie d'un gouvernement. En voici quelques-un(e)s dont le nom circule en Lepénie.

« EMMANUEL Macron, quand il était chez Rothschild, savait solliciter les aspirations homo-érotiques de certains cadres. » Oups, le 11 juillet 2022, dans une petite salle de l'Assemblée nationale, le député RN de la Somme Jean-Philippe Tanguy, star des débats sur les chaînes d'info, se lâche. Est-ce la chaleur, la torpeur, la moiteur ambiantes ? On ne le saura pas, mais, devant les quelques journalistes présents, il insiste : « C'est M. Rothschild qui me l'a dit. » Bienvenue dans le petit monde des ministrables du RN. Tanguy, diplômé de l'Essec et de Sciences-Po Paris, s'est fait connaître par son assiduité à l'Assemblée, et par ses fieleuries balancées haut et fort dans l'hémicycle, comme lorsqu'un député macroniste joue les employés du mois : « Tinquète, tu l'auras, ton susucré ! » Ce spécialiste des dossiers économiques et énergétiques plaide pour une baisse de la TVA sur les carburants et pour la suppression des régions. Bercy, il en rêve.

Ses saillies préoccupent pourtant Marine Le Pen, qui lui préférerait à ce poste le glacial François Durvy, bras droit du milliardaire catholique ultraconservateur Pierre-Edouard Stérin, le fondateur



de Smartbox. Tanguy, homo revendiqué qui assume son côté souverainiste foutraque, pourrait inquiéter les marchés. Durvy est un X-Mines on ne peut plus propre sur lui, barbe de trois jours, chemise immaculée, gérant un fonds d'investissement de 1,2 milliard d'euros et qui, depuis qu'il l'a préparée à son débat du second tour, en 2022, ne cesse de lui vendre les vertus du libéralisme. Garde des gadgets sociaux pour plaire aux ouvriers, c'est bien normal, chère Marine, de faire quelques gesticulations, mais on ne touche pas aux gros patrimoines, compris ?

Le Chenu et le réseau

Sébastien Chenu, considéré comme le meilleur député RN à l'Assemblée, pourrait aussi se retrouver sur la photo d'un gouvernement Bardella. Le

fondateur de GayLib est tout-terrain, a écumé les cabinets ministériels à l'époque Chirac-Sarko chez Nicole Guedj et Christine Lagarde, a fait quelques appels du pied à la gauche, avant d'arriver au RN, amené par Gilbert Collard. C'est le roi des arrangeurs, des petits mots sympas transmis aux uns et aux autres dans l'hémicycle, des renvois d'ascenseur. « Aussi à l'aise que Brialy à la cérémonie des Césars », selon un député LFI rigolard. Marine Le Pen le verrait bien au perchoir. Il n'a pas dit non, ce n'est pas son genre.

Un autre qui ne dirait pas non, c'est Fabrice Leggeri, rallié depuis peu mais absolument parfait. En voilà un qui plaît aux vieux militants, avec son côté raide et bien dégagé derrière les oreilles. L'ancien patron de Frontex, accusé d'avoir refoulé des migrants en Méditerranée, a dû démissionner de son poste, aussi n'a-t-il rien contre une bonne petite purge dans la haute fonction publique : « Les gens qui ne sont pas contents, il faut qu'ils sachent qu'ils peuvent partir. » Cet énarque se rêve à Beauvais - qui en doutait ? -, et pas pour y faire de la figuration.

« Mais qui est cette dame qu'on installe toujours à côté de moi ? » a un jour demandé François Baroin. La dame, c'est Malika Sorel, une essayiste appréciée de Luc Ferry et de Marcel Gauchet qui se pousse du col comme pas deux et n'y va pas par quatre chemins : « Une guerre de religion est déjà déclarée à notre pays. » Elle a envoyé des textos à Macron pour se faire nommer à la tête de l'Education nationale, son

rêve. Le RN n'a personne d'autre de très convaincant pour le poste, le député Roger Chudeau, jusque-là totalement inconnu, s'étant carbonisé avec un vigoureux coming-out raciste visant Najat Vallaud-Belkacem. Lennui, c'est que Malika Sorel est furieusement mytho. Elle a prétendu avoir joué un rôle central dans l'affaire de la crèche Baby Loup, qui avait licencié une salariée s'étant mise à porter le voile. Démenti de Richard Malka, avocat de la crèche. Elle a dit avoir beaucoup travaillé pour Villepin. Démenti. Et elle assure que Fillon lui avait promis l'Education nationale. Nouveau démenti.

Je vous salue, Jean-Marie

Edwige Diaz, députée de la Gironde, attend son heure, elle aussi. Ex-sarkozyste, elle rencontre Marine Le Pen à Brive-la-Gaillarde en 2014. C'est son chemin de Damas à elle, la voilà mariniste. Députée depuis 2022, elle est conseillère régionale depuis 2015 et s'est distinguée par sa virulence envers le socialiste Alain Rousset, très consensuel président de la région. Fait d'armes : refus systématique des subventions culturelles et de la politique de la ville. Très bossesse, très butée, très fadasse, très réac : on va sûrement la caser quelque part.

La meilleure pour la fin ? Laure Lavalette, députée du Var. Un pedigree de compétition : père frontiste tendance Jean-Marie, grand-père Croix-de-Feu, c'est du brutal. Jeunesse proche des identitaires, catho tradi, messe en latin. Membre de la commission des Affaires sociales, elle se verrait bien au ministère du même nom ou à la Santé. C'est sûr, on va trinquer.

Anne-Sophie Mercier



Le Théâtre

AVIGNON vient d'ouvrir ses portes. 33 spectacles dans le In. Pas moins de 1683 (!) dans le Off. Chaque année, ça augmente. Signe de la fragilisation de l'économie du théâtre, les deux tiers n'ont qu'un seul comédien (parfois deux, pas plus) : ça coûte moins cher. Faut rogner sur tout. Tout augmente pour les troupes (souvent sans le sou) : loger les acteurs, faire leur com', payer la location des salles, etc.

Mais bon. Le Festival reste un lieu incomparable de liberté. Rappelons, on l'oublie parfois, qu'il a été créé en 1947 par Jean Vilar, comédien et metteur en scène désireux de rompre avec le théâtre bourgeois pour inventer un théâtre populaire. Qu'il est aujourd'hui dirigé par Tiago Rodrigues, enfant de résistants à la dictature salazariste. Que le Off a été créé en 1966 par le dramaturge et poète et metteur

Vive Avignon ! (Off course)

en scène André Benedetto, lui aussi engagé, « compagnon de doute » du PC et grand défenseur de l'occitan. Bref : ce festival est tout sauf d'extrême droite. Il est héritage, et transmission, et ouverture. Tiago Rodrigues vient de le réaffirmer : sa vocation est d'être « démocratique, populaire, républicain, écologiste, féministe et antiraciste ».

Et rien de plus ensouillant que d'y croiser dans les rues des jeunes gens distribuant des tracts et paradant joyeusement, lancés dans l'aventure si incertaine du spectacle vivant. Ils sont le contraire d'une France rance et xénophobe. Ouverts sur le monde, et sur l'autre.

Ci-dessous, quelques spectacles du Off que « Le Canard » a aimés. Plus une belle surprise.

Nicolas Lambert, acteur-auteur-metteur en scène, décrypte brillamment l'aventure coloniale tricolore avec « La France, empire ». Au 11, à 10 heures. C'est décapant.

Guillaume Bouchède a obtenu un Molière pour son rôle dans « Je m'appelle Asher Lev », qui mêle peinture et amour filial. Au Théâtre des Beliers, à 12 heures. C'est une réussite.

Suzanne Tandé chante et dit du Gaston Couté, poète libertaire et patoisant du début du XX^e siècle, et Francis Jauvain l'accompagne à l'accor-

déon dans « Je mourron ben sans qu'on nous tue ». Au cabaret Le Marseillais, à 20 heures. C'est puissant.

Johanna Nizard défend « Il n'y a pas de Ajar », écrit par la rabbinne Delphine Horvilleur. Un brûlot contre tous les commissaires politiques. Au 11, à 17 h 15. C'est exceptionnel.

Julie Duval rempile avec son seule-en-scène au succès prodigieux, « L'Odeur de la guerre ». Cigales, boxe, sueur. A La Scala Provence, à 18 h 20. C'est libérateur.

Et, surprise de dernière minute, le grand et jaillissant Serge Rezvani, toujours jeune à 96 ans, vient nous lire sa dernière pièce, « Y a une taupe dans le motif », une comédie « écrite à la main » qui dénonce une certaine bêtise et s'annonce très drôle. A la Maison Jean-Vilar ce 3 juillet à 17 h 30. C'est cadeau !

Jean-Luc Porquet

Dante - Un voyage dans la «Divine Comédie»

ILS NE SONT PAS nombreux, comme Dante, à être revenus de l'enfer, le teint et la barbe encore noirs par le feu et la fumée « qu'il y a là-bas ». Le comédien Serge Maggiani est fasciné par ce poète visionnaire, hanté par la « Commedia ».

Face à nous, dans un décor dépouillé, il nous entraîne dans les méandres de ce poème-fléuve, jonglant entre l'italien et le français, toutoyant le spectateur comme Dante le fait avec son lecteur. Il nous peint des paysages toscans, fait surgir des personnages fameux

tels que Virgile, l'amour de Dante, Béatrice, et le redoutable pape Boniface VIII.

Et nous voilà embarqués dans une pas triste quête intérieure où se mêlent, en vrac, les souvenirs d'enfance de Maggiani, sa passion pour Proust, Pasolini et l'envoûtante Silvana Mangano. Pas le temps de se lasser, on sort le sourire aux lèvres. Une heure divine.

M. P.

● Au Théâtre de poche-Montparnasse, à Paris, jusqu'au 13/7.

Le coin coin des Variétés En 12 pieds et 3 coups de boule (Alertes Vikings)

THÈME MAJEUR de la mythologie nordique, le Ragnarök est le récit crépusculaire d'une fin du monde où, en des combats gigantesques, les divinités, menacées d'anéantissement, affrontent des géants. Pas de quoi rigoler ! Pourtant, en confiant les rôles des dieux vikings (dont Odin, Thor, la belle Freyja et le très fourbe Loki) à des cascadeurs rompus aux plus spectaculaires bastons, où tous les sales coups (de poing, de boule et

d'épée) sont permis, et en osant faire parler ces catcheurs en alexandrins ponctués de riffs de hard rock, « Les Faux Brits » réussit une adaptation hilarante de cette épopée aux rebondissements les plus tor-dus. Toute ressemblance avec certaines alliances et trahisons récentes serait fortuite.

A. A.

● A L'Européen, à Paris, jusqu'au 20/7.





Après son débat raté

Biden espérait le soutien de Taylor Swift ; on le verrait mieux avec...

Le Canard enchaîné

... Lady "gaga" !



Directeur : Erik EMPATAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

VITE DIT !

LA VILLE de New York a exigé des entreprises de livraison une hausse des rémunérations de leurs employés : le salaire horaire minimal est passé de 5,39 dollars, en moyenne, à 19,56 dollars, sans compter les pourboires (« The Wall Street Journal », 27/6).

Paradoxalement, les livreurs protestent contre ces hausses, car Uber Eats « a mis en place des frais supplémentaires de 4,99 dollars par commande pour compenser les nouvelles mesures salariales imposées par la ville ». Résultat : les consommateurs reprennent l'habitude d'aller chercher eux-mêmes leur nourriture, et beaucoup de livreurs se retrouvent sans boulot.

Formidable, l'ubérisation de la société : il faut gagner moins pour bosser plus !

LA RÉSISTANCE S'ORGANISE



PAS MOINS de 190 tentatives de coup d'Etat et révolutions ont frappé la Bolivie depuis son indépendance, en 1825 : un record ! La dernière en date, qui a tourné court, le 26 juin, pose son lot de questions. Son auteur, le général Zúñiga, a déclaré après son arrestation avoir agi sur ordre du Président, Luis Arce. Lequel, en bisbille avec son mentor, l'ex-président Evo Morales, est en quête de popularité en raison des difficultés économiques que connaît le pays. Selon un ancien ministre de Morales, « c'était un montage, Zúñiga a accompli le scénario qu'on lui avait envoyé faire » (« La Nación », 27/6). Une version conspirationniste évidemment démentie par le gouvernement en place. Caramba, encore raté !

JOE BIDEN SUCRE-T-IL LES FRAISES ?



APRÈS le foot, le golf et les courses automobiles, le vélo ? Selon « Les Echos » (28/6), l'Arabie saoudite songerait à créer une ligue professionnelle, baptisée « One Cycling », susceptible de concurrencer Amaury Sports Organisation (ASO), organisateur, entre autres, du Tour de France. Comme l'explique un connaisseur du circuit, « One Cycling va séduire les équipes pros en leur proposant de l'argent. En échange, les équipes vont soutenir certaines courses plus que d'autres ». A terme, elles pourraient « offrir un front uni face à ASO et réclamer que leur participation au Tour leur rapporte bien plus que quelques primes ».

Et pourquoi pas suivre l'exemple du Rallye Dakar et demander la délocalisation du Tour en Arabie saoudite ? On n'ose imaginer la tête de Franck Ferrand, le consultant télé pro-Zemmour, s'il devait commenter l'histoire des mosquées wahabites !

L'EXTRÊME DROITE AUX PORTES DU POUVOIR



Chômeurs : durcissement ramolli

C'ÉTAIT la grande réforme, celle qui allait sauver le pays, celle qui remettrait la France au travail, celle qui rapporterait 3 milliards et demi, celle qu'il fallait mener d'urgence. Et puis voilà que non ! La réforme de l'assurance-chômage n'est plus une priorité. Gabriel Attal, qui martelait qu'elle se ferait « d'ici au 1^{er} juillet », a rétrogradé dès l'annonce des résultats du premier tour des législatives.

Les grandes convictions ont donc explosé sous le choc du réel. Pourtant, le décret qui devait durcir les conditions d'indemnisation des demandeurs d'emploi est publié. Sauf que rien ne change : ni les calculs ni la durée. Les chômeurs méritaient bien un coup de bâton. Mais on ne sait jamais, ils risquaient de mal voter...

De son côté, le Rassemblement national, comme le Nouveau Front populaire, promettait de faire la peau de cette réforme, très mal vue des électeurs de tout poil. Marine Le Pen a revendiqué sans

vergogne cette « victoire ». Bruno Le Maire, lui, est furax. « Changer de conviction en vingt-quatre heures », ce n'est pas dans ses principes. Et perdre son job de ministre en une dissolution ? **L. G.**

Les beaux larrons de Ravel

DEPUIS 2016 et son entrée dans le domaine public, le « Boléro » de Ravel ne rapporte plus un rond à son unique héritière, Evelyn Pen de Castel. Le « Boléro » ayant été créé sous forme de ballet, elle s'est associée avec les descendants du créateur des décors, Alexandre Benois. Objectif : obtenir que ce dernier soit considéré comme coauteur de l'œuvre pour prolonger les droits jusqu'en 2039, voire jusqu'en 2051 en faisant entrer en scène la chorégraphe Bronislava Nijinska, décédée en 1972. Une pilule un peu trop grosse à avaler pour la justice, qui a débouté l'héritière et l'a condamnée, le 28 juin, à verser 1 euro symbolique à la Sacem.

Adhésion, piège à cons

UN VOTE d'adhésion ? Bien sûr. Il y a belle lurette que les électeurs du RN ne sont plus seulement dans la protestation. Comment s'en étonner ? A force d'alternance sans changement flagrant pour eux, les laissés-pour-compte, ou ceux qui se vivent comme tels, ont fini par ériger le RN en valeur refuge. Plus il était éreinté par les élites, elles-mêmes honnies, plus il devenait synonyme d'espérance. L'immigration est le moteur numéro un de cette adhésion, selon tous les politologues. Et pour cause : plus de quarante ans que les Le Pen, re-

Immigration, qui reprenait nombre de poncifs lepénistes, au grand dam de certains de ses ministres. Tous, chaque fois, ont couru derrière les Le Pen, leurs obsessions, leurs solutions, au prétexte de les combattre. Chaque fois, ils les ont légitimés et banalisés davantage. Et ils ont fini par laisser croire qu'ils étaient un recours puisque tout le reste avait été essayé...

Qui a pris le Front national à contrepied, ces années-là ? Qui a eu le courage d'expliquer que les flux d'immigration de l'hémisphère Sud vers l'hémisphère Nord ne se tariraient pas ? La

faute au réchauffement climatique, à la montée des eaux, à la désertification, aux guerres. Qui a eu le courage de dire que construire des murs pour empêcher des populations de chercher du travail afin de nourrir leur famille n'était pas la solution et qu'il revenait aux riches puissances occidentales de s'organiser pour mieux gérer ce mouvement planétaire ? Qui a eu l'audace d'expliquer que l'immigration était une chance pour le Vieux Continent, à part l'Allemande Angela Merkel ?

Au lieu de ça, les partis de gouvernement ont communiqué dans l'obsession lepéniste. Résultat : plus les murs s'élèvent dans la vieille Europe et aux Etats-Unis, plus l'extrême droite triomphe dans tout l'hémisphère Nord. L'adhésion aux idées racistes n'est pas le fait des seuls électeurs RN, les partis de gouvernement ont fait son lit. Et, comme on fait son lit, on se couche. **J.-M. Th.**

Poncifs sans frontières

chercher du travail afin de nourrir leur famille n'était pas la solution et qu'il revenait aux riches puissances occidentales de s'organiser pour mieux gérer ce mouvement planétaire ? Qui a eu l'audace d'expliquer que l'immigration était une chance pour le Vieux Continent, à part l'Allemande Angela Merkel ?

Au lieu de ça, les partis de gouvernement ont communiqué dans l'obsession lepéniste. Résultat : plus les murs s'élèvent dans la vieille Europe et aux Etats-Unis, plus l'extrême droite triomphe dans tout l'hémisphère Nord. L'adhésion aux idées racistes n'est pas le fait des seuls électeurs RN, les partis de gouvernement ont fait son lit. Et, comme on fait son lit, on se couche. **J.-M. Th.**

Le Coq ne chante pas

NON, ça ne roule pas comme il faudrait ! Voilà que l'équipementier français des JO a du mal à tenir la distance, avant même la cérémonie d'ouverture. Choisi pour concevoir et fabriquer les tenues des équipes de France olympiques et paralympiques, Le Coq sportif (363 salariés) a dû réclamer un « fonds de roulement » de 2,9 millions d'euros au Comité d'organisation des JO (« Le Figaro », 1/7), en mai, pour être en mesure d'augmenter la cadence...

La pénurie de tenues touche déjà les acteurs de terrain de Paris 2024, également habillés par la vieille marque fondée en 1882 et redevenue tendance. Les stadiers, leur encadrement et les

45000 volontaires ont été prévenus : ils n'en auront que trois chacun, maximum, pour toute la durée des épreuves, et ils devront faire leurs petites lessives eux-mêmes ! « Il n'y a plus qu'à espérer qu'on ne transpirera pas trop vite », soupire le manager d'un site. Pour la performance olympique, il faudra repasser.

Tricher, c'est batte !

SHOCKING, cette histoire racontée par France 24 (26/6) sur la Fédération française de cricket, un sport qui sera élevé au rang de discipline olympique aux Jeux de Los Angeles de 2028. Pour justifier les subventions (environ 500 000 euros) versées par l'International Cricket Council, France Cricket, organisateur des compétitions dans l'Hexagone, a inventé des parties fictives !

France 24 s'est ainsi rendue sur un terrain, à Dreux, où deux formations féminines étaient censées s'affronter. Bilan : pas l'ombre d'une fille batte en main ! Et pourtant une feuille de match a été validée, proclamant vainqueurs les Balbyniens, une équipe dont l'existence même est une énigme. Et pas seulement elle...

France Cricket reste d'un silence très flegmatique sur ces odieuses accusations. L'offense se règlera sur le gazon ?

A quoi ça Rima ?

RIMA HASSAN et son keffieh, on ne parlait que de ça dimanche soir. C'était en effet curieux de la voir là, à la droite du chef Mélenchon, alors qu'elle ne se présentait pas aux législatives (elle a été élue eurodéputée LFI le 9 juin) et qu'elle n'exerce aucune fonction au sein du

parti. A se demander si sa présence n'avait pas pour seul et unique but d'élargir les failles de la gauche, de rendre toute coalition avec des députés centristes impossible...

Car Rima Hassan multiplie les dérapages volontaires, calculés, depuis des mois. Elle a d'abord réactivé une fake news du siècle dernier sur les prétendus prélèvements d'organes sur les Palestiniens par... les Israéliens, évidemment. Des preuves ? Aucune, mais, si l'on n'a pas de preuves aujourd'hui, on en aura demain. Puis elle en a balancé une bien bonne sur son compte X, la semaine dernière. Attention, on se cramponne à sa chaise : l'armée israélienne aurait dressé des chiens pour violer les Palestiniens. La preuve ? Un témoignage vidéo non sourcé et, selon Conspiracy Watch, un site Internet spécialisé dans les fake news complottistes, coupé à plusieurs reprises. Une autre preuve ? Un rapport de l'ONU... qui ne dit rien de semblable. Bon, on ne va pas s'embarrasser pour si peu. C'est vrai puisque Rima le dit. L'essentiel, c'est que la mayonnaise

prenne. Bingo ! Le 29 juin, lors d'une marche organisée à Paris par l'Association France Palestine Solidarité, le mot d'ordre a été scandé pendant de longues minutes : « Israël et ses chiens violent les Palestiniens ! » Hassan connaît sa leçon : un mensonge répété dix mille fois devient une vérité. Et personne, à LFI, n'a eu l'idée de la dé-savouer. Un rétrogradage, un communiqué alambiqué, l'esquisse d'un mea culpa ? Vous plaisantez. **A.-S. M.**

100 histoires d'ultrariches

TOUT va plutôt moyen sur la Terre en général, et en France en particulier, mais tout va très, très bien pour les plus riches des très riches. Jamais aussi nombreux, les super et les hypermillionnaires, rois du toujours plus ! Leur vie dépasse les fictions de la télé-réalité. Une collection de folies, d'héritages ruisselants ou maudits, d'aventures ou de tragédies, qui inspirent les scénaristes des séries. Et un très riche numéro des « Dossiers ».

● En kiosques, à partir du 4 juillet, 6 €.



JORDAN BARDELLA REFUSE DE DÉBATTRE AVEC MARINE TONDELIER

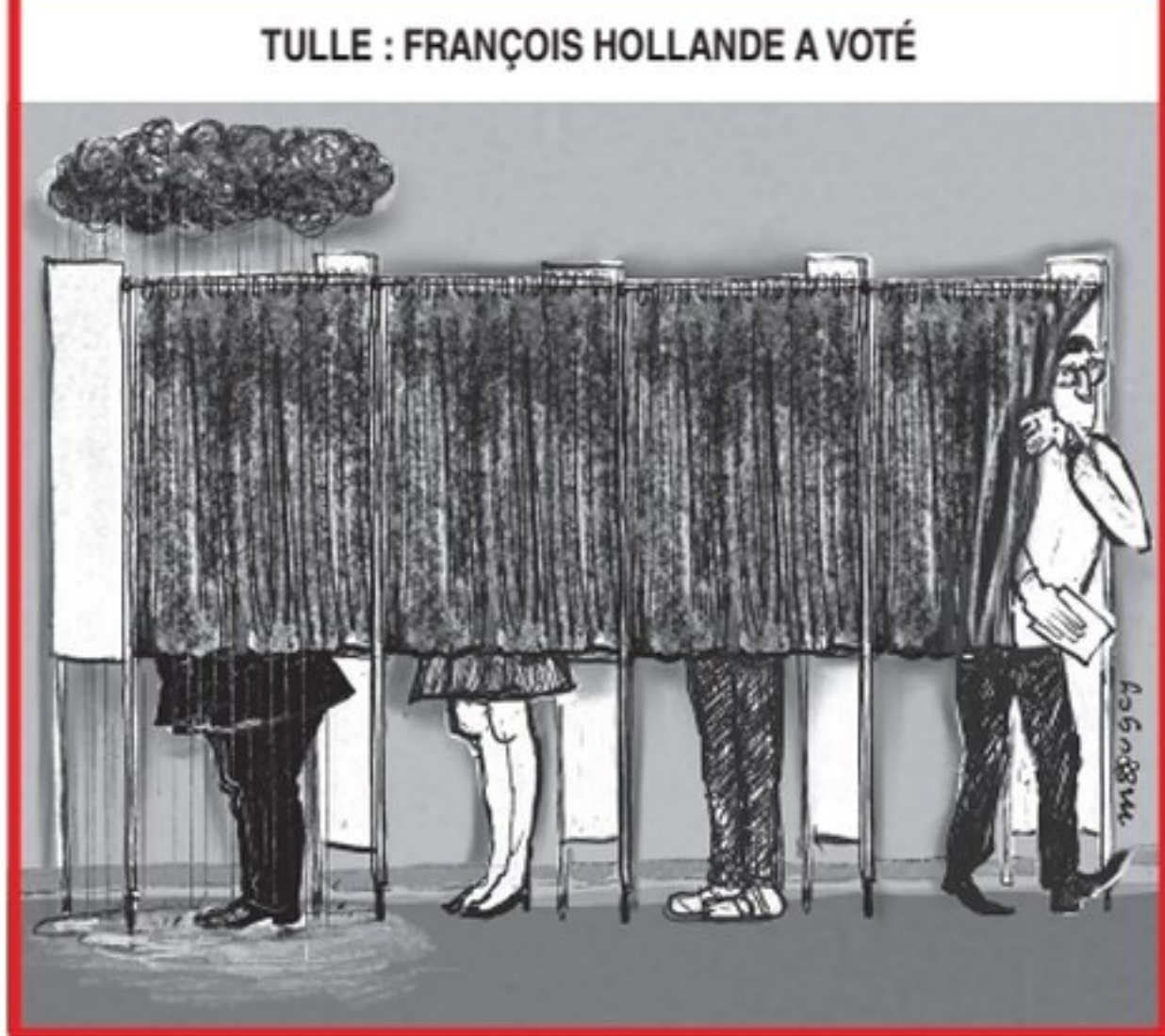
Panique à Central Park

TRUMP blanchi ? Pas sûr. Biden lessivé ? Sûr et certain. A 78 ans, le premier continue d'enjamber les obstacles juridiques – Cour suprême, tribunaux fédéraux. A 81 ans, le boss de la première puissance mondiale vient de consterner un peu plus ses partisans. Cafouilleux, bafouillant, le regard dans le vide lors de son débat télévisé face à Trump, il n'a plus qu'un programme : tenir jusqu'au scrutin de novembre. Angoisse chez les démocrates : faut-il le remplacer tout de suite ou patienter jusqu'au mois d'août et à la convention du parti, dont les 4000 délégués n'attendront pas forcément avec des flonflons Kamala Harris, la très contestée vice-présidente ?

Dans cette confusion, un jeune commentateur apporte ses lumières. Sarkozy, Louis de son prénom, fiston de l'ex-président français, présenté par « Le Figaro » (1/7) comme un « essayiste franco-américain », conclut ainsi

ment affaibli son aile gauche. Puis il a fait de la politique : un peu de nationalisations mais pas trop, un peu de social mais pas trop.

Le naufrage du National Health Service risque d'absorber une bonne partie de son temps : on ne peut plus se faire opérer au Royaume-Uni avant des années d'attente et les gens ont pris l'habitude, faute de dentistes, de s'arracher les dents cariées avec les moyens du bord, en fouillant dans la caisse à outils. Une énième version du joli bilan libéral britannique. **J. C.**



TULLE : FRANÇOIS HOLLANDE A VOTÉ